



## Mot des personnes dirigeantes

---

Mots des personnes dirigeantes

Journée de réflexion sur les nouvelles FTQ

**Partout dans le monde, nous observons une montée inquiétante de discours et de partis politiques qui misent sur la division,**

---

**l'intolérance, la haine de l'autre, et qui affichent souvent un mépris pour les normes démocratiques. Les droites radicales gagnent du terrain. États-Unis, Allemagne, Suède, France et plusieurs autres pays sont confrontés à ce phénomène.**

Le Québec et le Canada n'y échapperont pas.

En dépit de certaines différences, en lien avec le contexte national ou le style politique, ces droites partagent plusieurs points en commun. Leurs revendications s'appuient sur l'exclusion et portent sur l'immigration, les *wokes*, l'identité de genre et le nationalisme. Qu'est-ce qui explique cette progression depuis plusieurs années? Quelles sont les menaces pour le mouvement syndical et comment celui-ci peut-il se mettre en action pour les combattre? Depuis plusieurs mois, la FTQ travaille sur ces questions et tiendra une journée de réflexion sur le sujet à Montréal le 13 mai.

### **Consœurs et confrères,**

Nous sommes profondément préoccupés par le vent de droite qui souffle un peu partout dans le monde et particulièrement dans les pays démocratiques. Qu'on les qualifie d'**extrêmes**, de **radicales**, de **dures**, de **populistes**, d'**ultranationalistes**, de **réactionnaires**, de **fascistes**, ou d'**identitaires**, toutes ces nouvelles droites ont gagné du terrain à une vitesse exponentielle. Il s'agit d'un phénomène mondial et le Québec n'est pas à l'abri de ces tendances.

Aux États-Unis, l'ex-président Donald Trump pourrait reprendre le pouvoir en novembre prochain malgré une tentative de coup d'État et des discours d'une violence inouïe. L'Italie est gouvernée

par un parti aux racines néo-fascistes. En France, le Rassemblement national est en haut des sondages et plusieurs sont d'avis que Marine Le Pen pourrait accéder à la présidence du pays en 2027. En Allemagne, *Alternativ für Deutschland* (AfD) obtient environ 20% des intentions de vote alors que des cadres de ce parti ont élaboré un plan de déportation des populations issues de l'immigration (même pour les citoyens et les citoyennes) en collaboration avec des néonazis. Dans plusieurs autres pays, comme la Suède, le Portugal, l'Autriche, les Pays-Bas ou la Belgique, les nouvelles droites ont fortement progressé. Il faut le reconnaître, ces partis politiques ont été extrêmement habiles pour canaliser la colère d'une partie de la population, en particulier de la classe ouvrière, et incarner le changement social. Les nouvelles droites jouent donc sur le même terrain que les syndicats et obtiennent parfois davantage de succès.

Mais surtout, ces nouvelles droites ont réussi à normaliser et même légitimer des idées et des discours qui auraient été tout simplement inacceptables il y a 10 ou 20 ans. Dans l'espace public, on évoque sans gêne des théories d'extrême droite comme le grand remplacement. Certains n'hésitent pas à désigner les personnes immigrantes comme les seules responsables de la crise du logement ou des enjeux de criminalité. Les attaques sont de plus en plus virulentes contre les *wokes* qui seraient à l'origine d'à peu près tous les problèmes au Québec. Une frange du nationalisme québécois se veut malheureusement de plus en plus conservatrice et repliée sur elle-même. Au cours des dernières années, nous avons entendu des propos indignes provenant de la classe politique québécoise. Les voix antiféministes, anti-trans, xénophobes progressent fortement. De telles idées n'ont rien d'inoffensif : elles déstabilisent

la société québécoise et mènent à davantage de haine et de violence sur le terrain.

Ces constats sont durs et la situation n'est pas rose, mais il ne faut surtout pas céder au désespoir. Nous pouvons et nous devons faire quelque chose.

Heureusement, ces nouvelles droites ne sont pas aussi bien implantées au Québec qu'ailleurs dans le monde. Cependant, leur influence va en grandissant et les syndicats ont la responsabilité de leur faire barrage. Lors de son dernier Congrès, la FTQ s'est positionnée clairement contre la montée de ces nouvelles droites dont les valeurs sont aux antipodes des nôtres. Nous espérons que cette journée de réflexion sera l'occasion de se mettre en action. Les prochaines années seront déterminantes pour l'avenir de notre mouvement et pour celui de la société québécoise.

### **Solidairement,**

Magali Picard, présidente de la FTQ

Denis Bolduc, secrétaire général de la FTQ

---

# **CHAPITRE 1**

## De l'extrême droite aux nouvelles droites

Êtes-vous frappés d'un sentiment d'incompréhension ou d'impuissance face à la montée des droites un peu partout dans le monde? Au sud de la frontière, l'ex-président Donald Trump a fomenté un coup d'État et emploie une **rhétorique similaire** à celle d'Adolf Hitler en accusant l'immigration illégale d'empoisonner le sang de la nation. Et pourtant, il pourrait fort bien remporter les prochaines élections en novembre 2024. En Allemagne, des cadres d'*Alternative für Deutschland* (AfD), lequel est considéré comme un parti politique d'extrême droite, ont participé à une rencontre avec des néonazis, entre autres, pour élaborer **un plan de déportation** selon des critères raciaux. Des déportations qui s'appliqueraient également à des personnes qui ont la citoyenneté allemande!

Au Québec, on constate que les divers groupes d'extrême droite sont de plus en plus présents et que leurs activités impliquent davantage de violence. Les incidents et les dérives sont trop nombreux pour être tous décrits ici, mais il semblerait que les démocraties occidentales soient atteintes du même virus. Avec la pandémie, tout ce qu'il y avait de plus nauséabond a refait surface. En quelques années, les partis politiques ayant des idées xénophobes, racistes et réactionnaires ont pris le pouvoir ou occupent une place importante sur l'échiquier politique. Pour le moment, le Québec n'est pas aussi touché qu'ailleurs dans le monde, mais le sera-t-il encore longtemps? Il y a donc urgence de comprendre comment ces nouvelles droites opèrent et de souligner l'incompatibilité de leurs idées et positionnements avec les valeurs promues par la FTQ.

Pour le moment, le Québec n'est pas aussi touché qu'ailleurs dans le monde, mais le sera-t-il encore longtemps?

Il y a donc urgence de comprendre comment ces nouvelles droites opèrent et de souligner l'incompatibilité de leurs idées et positionnements avec les valeurs promues par la FTQ.

## À l'origine de la journée de réflexion sur la montée des nouvelles droites

La journée de réflexion sur la montée des nouvelles droites découle d'une résolution qui fait partie de la [déclaration de politique sur la pandémie de COVID-19](#), laquelle a été adoptée au 33<sup>e</sup> Congrès de la FTQ (2023). À sa lecture, on constate toutefois que la centrale devait se pencher sur l'extrême droite et non sur les nouvelles droites (voir encadré).

Pour la petite histoire, cette section de la déclaration a été réécrite une dizaine de fois afin de trouver le ton juste. Signe que le sujet était déjà sensible! Rapidement, les discussions ont porté sur le terme «extrême droite». Qu'est-ce que cela signifiait exactement? S'agissait-il des bons mots pour décrire le contexte actuel? Voulait-on vraiment utiliser ce terme très lourd qui est généralement associé à la violence politique et la haine? Comment les membres allaient-ils recevoir cette proposition? Finalement, la FTQ a choisi de mettre l'accent sur l'extrême droite dans la résolution tout en reconnaissant dans le corps du texte que ces droites étaient plurielles.

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le 33<sup>e</sup> Congrès de la FTQ s'engage activement dans la lutte contre la montée de l'extrême droite, organise une journée de réflexion pour mieux comprendre le phénomène et soutienne les efforts d'éducation politique des syndicats affiliés.

### **– Résolution sur l'extrême droite adoptée au 33<sup>e</sup> Congrès de la FTQ (2023)**

Il est gênant de l'admettre, mais après plusieurs mois de lectures, de recherches, de discussions et d'échanges, nous avons encore de la difficulté à définir ce qu'est l'extrême droite en 2023. Lors de nos rencontres, plusieurs membres des syndicats affiliés nous ont fait part

d'un certain malaise par rapport à un terme jugé trop chargé. Des chercheurs et des chercheuses nous ont aussi mis en garde quant à son utilisation dans la perspective de maintenir le dialogue avec le plus grand nombre. Son usage dans le cadre de la journée de réflexion comportait donc plus d'inconvénients que d'avantages. Ainsi, nous avons choisi de parler de la montée des nouvelles droites. Cela nous a offert une vision plus complète du phénomène et une compréhension plus nuancée des interactions qui existent entre les différentes droites, qu'elles soient extrêmes, radicales, identitaires, réactionnaires, fascistes, populistes ou autres. Nous évitons également de heurter certaines sensibilités en apposant une telle étiquette à des personnes et des partis politiques. Des désaccords sur ces questions sont possibles. Peu importe la manière de qualifier ce phénomène, la FTQ demeurera toujours engagée à combattre les idées et les gestes qui menacent les intérêts des travailleurs et des travailleuses ainsi que la démocratie.

#### **Pourquoi ne pas parler de l'extrême gauche également?**

Plusieurs nous ont demandé pourquoi la FTQ ne s'intéressait pas aussi à l'extrême gauche. D'abord, ce sont les partis de droite radicale et d'extrême droite qui prennent le pouvoir dans de nombreux pays occidentaux et qui menacent la démocratie et les syndicats. Ce n'est pas le cas de l'extrême gauche. Ensuite, on ne peut pas faire une simple équivalence entre l'extrême droite, qui porte un discours haineux envers certains groupes de personnes, et l'extrême gauche qui s'attaque le plus souvent à des institutions ou des systèmes. Évidemment, la FTQ dénoncera toujours toute forme de violence envers les individus ou toute tentative de détruire la démocratie, et ce, autant à droite qu'à gauche.

#### **Trouver une définition consensuelle est un sport extrême**

D'après Mathieu Bock-Côté, l'extrême droite constitue avant tout une [catégorie fantomatique](#) qui sert essentiellement à discréditer tout ce qui est contraire aux diktats du wokisme. Pour cet [essayiste ultraconservateur](#), il faudrait limiter les contours de l'extrême droite aux

néonazis, aux fascistes des années 1930 ainsi qu'aux groupuscules violents qui veulent détruire la démocratie. Comparer la situation actuelle avec les pires régimes totalitaires, comme le fait Bock-Côté, ne tient pas la route selon nous. Bien que l'on puisse tracer des parallèles et tirer des leçons pertinentes quant à cette période trouble, il apparaît évident que le monde a changé. Le contexte politique n'est plus le même et le visage de l'extrême droite s'est transformé. De nos jours, l'idéologue type d'extrême droite ou de droite radicale ne porte pas une chemise de couleur (brune, noire ou bleue), mais plutôt un complet ou de l'équipement militaire. Ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de partis politiques totalitaires ou de forces paramilitaires semant la terreur que tout va très bien Madame la Marquise!

Même si nous ne sommes pas d'accord avec la conception du phénomène de Mathieu Bock-Côté, qui nous apparaît beaucoup trop restreinte, son analyse révèle toutefois la complexité du phénomène. En effet, il n'existe pas de consensus fort sur ce qu'est l'extrême droite. Plusieurs chercheuses et chercheurs à qui nous avons parlé ont également indiqué qu'il était plutôt difficile de la définir clairement. L'historien français Michel Winock résume de manière incomparable ces difficultés en affirmant que l'extrême droite est une tendance politique dure, mais un concept mou<sup>1</sup>. Pour le professeur [David Morin](#), il faudrait parler des extrêmes droites au pluriel pour refléter leur diversité! Le sociologue français, [Alain Bihr](#), évoque le fait que l'extrême droite serait «comme bien d'autres vocables du langage politique, une appellation incontrôlée».

Malgré tout, l'extrême droite ou les extrêmes droites présentent des caractéristiques communes qui forment un tout assez cohérent qu'on pourrait considérer comme une [vision du monde](#). On glorifie une identité collective (ex.: la race blanche ou la nation), laquelle serait menacée de toute part et même assiégée. L'idée selon laquelle la société ou la nation entrerait dans une phase de décadence totale est omniprésente. L'autre (ex. : les immigrants ou les juifs) est perçu



comme une menace ou un traître qu'il faut absolument combattre, ce qui revient souvent à déshumaniser certaines personnes qui ne sont pas reconnues comme des semblables ou des égaux. Pour [Cas Mudde](#), «la famille des partis d'extrême droite est fondée sur cinq critères: le nationalisme, le racisme, la xénophobie, l'opposition à la démocratie et la valorisation de l'État fort».

[L]a famille des partis d'extrême droite est fondée sur cinq critères: le nationalisme, le racisme, la xénophobie, l'opposition à la démocratie et la valorisation de l'État fort

Avec de telles caractéristiques, il est donc compréhensible que les revendications et les boucs émissaires changent d'une époque à l'autre. Des chercheurs et des chercheuses ont identifié des dimensions ou des thèmes communs à ces extrêmes droites. Pour [Halikiopoulou et Vlandas](#), les partis politiques issus de cette mouvance partagent une vision sur la souveraineté, proposent des solutions nationalistes à divers problèmes socio-économiques et s'approprient la question de l'immigration («own» *the immigration issue*). Selon le philosophe [Alberto Toscano](#), ces différents mouvements convergent autour de trois éléments clés : l'adhésion à la théorie du grand remplacement, la panique morale concernant l'idéologie de genre ainsi que la guerre contre les *wokes*. Dans nos entretiens, plusieurs experts et expertes ont parlé également de nationalisme identitaire, de conservatisme, de misogynie, entre autres.

Nombreuses [définitions traditionnelles](#) de l'extrême droite mettent l'accent sur l'utilisation de la violence à des fins politiques ainsi que le rejet de la démocratie. Pour certains, de tels critères sont essentiels pour distinguer l'extrême droite, par exemple les néonazis, les droites radicales, qui peuvent être représentés par des partis politiques. Pour d'autres, ils ne sont pas nécessairement pertinents. On mentionne, à raison, que plusieurs gouvernements fascistes n'ont [pas eu recours à la violence](#) pour prendre le pouvoir. Et parfois, des partis politiques de

droite radicale semblent jouer les règles du jeu démocratique et, une fois au pouvoir, opèrent un virage autoritaire et même violent. Bref, trouver une définition de l'extrême droite qui fasse consensus, c'est pas mal compliqué!

## **Un outil pour qualifier l'illégitime**

L'extrême droite n'est pas une catégorie neutre. Il s'agit d'un terme qui sert à départager ce qui est légitime de ce qui ne l'est pas. Ce qui est considéré comme relevant de l'extrême droite varie selon les époques, mais aussi selon les individus, en fonction de leurs convictions politiques et des situations d'oppression vécues. C'est pourquoi, tout au long de cette démarche, nous avons fait très attention aux mots que nous utilisons. En 2024, peu d'individus souhaitent faire partie d'une catégorie comprenant des néonazis ou des membres du Ku Klux Klan et rares sont les personnes et les groupes qui revendiquent une telle étiquette. Les médias et les personnes expertes débattent fréquemment afin de déterminer si un individu ou un parti politique – comme Donald Trump, le [Parti conservateur du Québec](#), [Éric Zemmour](#) ou Marine Le Pen – doivent être associés ou non à l'extrême droite. Il s'agit là de questions importantes, mais dans le cadre de la réflexion sur les nouvelles droites, l'objectif de la FTQ n'est pas de catégoriser tous les groupes, individus et mouvements.

Comme il s'agit d'un sujet sensible, il importe d'effectuer quelques distinctions. Un travailleur ou une travailleuse qui adhère à certaines idées ne peut être mis sur le même pied d'égalité que des personnes qui font la promotion active d'idées d'extrême droite, que ce soit au sein de partis politiques, de groupes ou en tant qu'intellectuel ou intellectuelle. Par exemple, le grand remplacement constitue une thèse d'extrême droite, mais ceux ou celles qui y adhèrent ne sont pas nécessairement des personnes qui sont engagées en faveur de cette idéologie. En revanche, celles qui répètent inlassablement qu'il existe un complot pour remplacer les populations blanches doivent être considérées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des propagateurs de

thèses toxiques d'extrême droite qui mettent en danger le vivre-ensemble. Si vous lisez un tant soit peu les journaux, vous avez probablement quelques noms en tête.

Cela dit, soulignons que plusieurs partis politiques ont rejeté l'étiquette d'extrême droite et entrepris une stratégie de normalisation pour légitimer leur présence dans l'espace public. En France, le parti du Rassemblement national (RN), autrefois le Front national (FN), a connu un certain succès à cet effet. On arrive presque à oublier qu'il a été fondé par des néo-fascistes et des réactionnaires de tout acabit. Même si les discours se sont adoucis, les idées demeurent pourtant sensiblement les mêmes. Les forces d'extrême droite sont passées maîtres dans l'art de l'euphémisme et parfois du camouflage. En jouant sur deux tableaux, ceux-ci sont plus difficiles à débusquer. Par exemple, un polémiste réactionnaire québécois, que nous ne nommerons pas pour ne pas lui faire quelque publicité, n'hésite pas à employer une rhétorique des plus violentes pour parler des personnes immigrantes (« métèques ») ou des musulmans (« mahométans ») lorsqu'il communique avec ses partisans et ses partisans, mais emploie un langage policé lorsqu'il s'adresse à un public plus large, notamment lors de consultations officielles.

### **Les droites ne forment pas un bloc monolithique**

Dans l'espace public, il existe toutes sortes de manières de qualifier et décrire les différents courants de droite : extrême droite, ultra-droite, alt-right (alt-droite), droite nationale, droite nationaliste, droite ultra-nationaliste, droite dure, droite radicale, droite radicale populiste, populisme de droite, national-populisme, droite conservatrice, droite ultra-conservatrice, droite réactionnaire, droite autoritaire, droite identitaire, droite libertarienne, anarcho-capitalisme, post-fascisme, suprémacisme, pétro-fascisme, droite religieuse, droite chrétienne et bien plus encore! Êtes-vous confus ou confuse? Nous aussi. Il peut parfois être difficile de s'y retrouver parmi toutes ces droites. Des distinctions sont parfois pertinentes et nécessaires parce que les

nouvelles droites ne constituent pas un bloc monolithique. Mais dans certains cas, ces appellations font partie d'une stratégie de normalisation et de marketing de l'extrême droite. Il faut donc faire preuve de prudence!

Dans tout mouvement, on trouve autant de points en commun que de divergences. Parler de nouvelles droites nous confronte à la multiplicité des idées qui circulent, lesquelles peuvent être parfois en contradiction les unes avec les autres. La configuration idéologique apparaît en effet plutôt confuse. Et chaque pays dispose d'une histoire et d'un contexte qui fait en sorte que les droites ne se manifestent pas de la même manière. Ainsi, comment peut-on analyser conjointement d'ultraconservateurs religieux qui prônent un retour aux valeurs d'antan avec des personnes qui demandent une réduction de l'immigration afin de préserver l'égalité entre les hommes et les femmes? Comment peut-on concilier les discours écofascistes qui mettent l'accent sur la protection de la nature et la nation avec ceux et celles qui revendiquent haut et fort une utilisation débridée des énergies fossiles? Dans son ouvrage sur les droites, Pablo Stefanoni recense plusieurs de ces alliances contre-intuitives comme l'homonationalisme, l'écofascisme, le national-féminisme ou encore les convergences entre les libertariens et l'extrême droite<sup>2</sup>. Pour Philippe Corcuff, c'est le brouillage des repères politiques, notamment autour de l'axe gauche/droite, qui a permis « le développement de passerelles discursives entre extrême droite, droite, gauche modérée et gauche radicale ». C'est ce qu'il nomme le confusionnisme. Tout comme Stefanoni, celui-ci observe que la xénophobie s'est installée dans des luttes comme la laïcité, le féminisme et l'anticapitalisme<sup>3</sup>. Il n'est donc pas évident d'identifier un socle commun à l'ensemble de ces droites. Il semble y avoir énormément de mouvement d'un point de vue idéologique.

Il peut également être difficile d'expliquer pourquoi les nouvelles droites sautent d'un sujet à l'autre avec une aisance stupéfiante. En très peu de temps, on a vu les mêmes personnes passer d'un agenda anti-islam, à l'opposition aux mesures sanitaires puis à la «défense» des enfants

contre les supposés dangers des *drag queens* ou des personnes trans. Où est le fil conducteur parmi toutes ces revendications? Dans son ouvrage *Post-fascism*, Alberto Toscano explique que les fascistes cherchent constamment à récupérer de nouveaux matériaux idéologiques<sup>4</sup>. D'une certaine manière, on peut les considérer comme des «charognards idéologiques». Cet opportunisme explique probablement beaucoup de choses. Cela dit, nous estimons que ce serait une erreur de qualifier leur pensée d'incohérente ou d'irrationnelle. Les nouvelles droites ont une vision du monde et vont tenter de l'imposer avec les moyens à leur disposition.

Pour le mouvement syndical, une telle inconstance n'est pas du tout familière. **Ouvrez par hasard un numéro du Monde ouvrier** depuis sa création en 1916 et vous ne serez pas du tout surpris. On y parlera probablement d'assurance chômage, d'assurance maladie, de régimes de retraite, du travail des enfants, du salaire minimum et des accidents de travail. Est-ce que les syndicats manquent d'imagination et peinent à se renouveler? Peut-être diront certains, mais nous préférons penser qu'il s'agit d'un signe de constance et de détermination!

### **Une constellation de droites un peu nébuleuse**

Comme elles manquent un peu de cohésion, toutes ces nouvelles droites ont un petit quelque chose d'insaisissable. Pour essayer de trouver un sens, il est utile de les envisager comme faisant partie d'un même système ou si on veut d'une même famille. À cet égard, recourir à des images ou des analogies constitue une excellente manière de mieux comprendre. Le professeur David Morin juge que les droites réactionnaires évoluent **au sein d'un écosystème**. D'autres parlent d'un parapluie de droites extrêmes et on utilise parfois les notions de galaxie, de constellation et même de nébuleuse. Peu importe l'image choisie, il est essentiel de retenir que ces droites évoluent dans un univers commun. Elles partagent des idées, des discours et des pratiques et surtout, elles se renforcent mutuellement. Vu de cette manière, la

distinction entre des extrêmes droites infréquentables d'un côté et des droites radicales respectables de l'autre apparaît plutôt artificielle. Cela permet aussi d'intégrer toutes les portes d'entrée potentielles vers les nouvelles droites, que ce soit le masculinisme, les théories du complot ou encore la «[conspiritualité](#)».

Considérer toutes ces droites évoluant dans un univers commun apporte une clé de compréhension afin de mieux expliquer ce qui se passe actuellement. Prenons le cas du Parti conservateur du Canada (PCC). On peut raisonnablement affirmer qu'il a opéré un virage très à droite depuis quelques années, mais qu'il ne s'agit pas formellement d'une formation d'extrême droite comparativement à ce qu'on peut observer en Europe. Pourtant, il s'y passe des choses profondément perturbantes. Il y a environ un an, [des députés et des députées du PCC](#) ont rencontré une députée d'extrême droite de l'AfD (Allemagne). Une députée du PCC, Leslyn Lewis, a parrainé une [pétition demandant au Canada de quitter l'ONU](#), ce qui impliquerait aussi de se retirer de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Récemment, [Pierre Poilievre](#) a rencontré des groupes d'extrême droite dans les Maritimes et a évité de dénoncer les [suprémacistes blancs](#). Le complotiste d'extrême droite, [Alex Jones](#), a également affirmé que le chef du PCC était « solide » et que le Canada et le reste du monde avaient besoin de leaders comme lui. C'est sans compter que Maxime Bernier, un ancien conservateur, a fondé le Parti populaire du Canada qui fait la promotion d'idées extrêmes en matière d'immigration et qui flirte avec les théories du complot. Ces événements ne constituent pas de simples erreurs ou accidents de parcours. Il s'agit de signes que les droites partagent des affinités et poussent dans la même direction.

Ce phénomène est documenté et peut être analysé à partir de ce qu'on appelle «la fenêtre d'Overton», du nom de son concepteur, Joseph P. Overton, qui illustre comment les idées et les politiques deviennent admissibles dans le débat public. Il y a quelques années, certaines positions et actions auraient été largement considérées hors des limites de l'acceptable. Le fait que celles-ci semblent maintenant

trouver un écho plus large suggère que la fenêtre d'Overton s'est déplacée ou élargie pour inclure des positions plus radicales. Autrement dit, ce qui était auparavant jugé marginal ou extrême peut désormais être discuté plus ouvertement et intégré dans le discours politique général, indiquant un changement dans ce que le public perçoit comme valable ou normal. Ce glissement n'est pas fortuit, il résulte souvent d'efforts délibérés, illustrant comment les dynamiques de pouvoir et culturelles influencent les normes sociales et politiques.

---

## CHAPITRE 2

### Pourquoi en sommes-nous là?

**La montée des nouvelles droites un peu partout dans le monde s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs. Il y a d'abord une demande de la part de personnes qui adhèrent à ce courant de pensée. Des partis politiques plus ou moins organisés sont aussi très actifs pour diffuser de telles idées dans l'espace public.**

Mais en grattant sous la surface, on peut s'interroger à savoir si le vrai problème n'est pas celui des dérives du capitalisme qui génèrent des inégalités. Les conditions sont ainsi réunies pour pousser «une révolution culturelle» proposée par les nouvelles droites. Ce sont elles qui désormais s'indignent et s'érigent contre les élites pour proposer une grande transformation afin de donner de l'espoir à ceux et celles qui l'ont perdu.

La gauche s'est fait doubler!

## La demande et l'offre pour les droites radicales

Les idées radicales et extrêmes ne sont pas nouvelles dans les sociétés occidentales. Elles ont toujours existé avec un degré plus ou moins important d'appui au sein de la population. À partir de données de sondage de l'Europe, le politologue néerlandais [Cas Mudde](#), montre que de nombreux citoyens et citoyennes adhèrent à certaines thèses comme le nativisme, l'autoritarisme et la lutte contre les élites corrompues. Cette «[normalité pathologique](#)» s'observe même chez les personnes syndiquées. Par exemple, [en Allemagne](#), en 1998, 11 % d'entre elles pouvaient envisager voter pour des organisations d'extrême droite ou fascistes contre 7% qui ne l'étaient pas.

## L'immigration et les personnes réfugiées

[Des travaux](#) montrent que les grandes métropoles cosmopolites telles que New York ou Londres, qui accueillent une bonne proportion de personnes immigrantes, sont moins réceptives aux discours qui font de ces personnes des boucs émissaires. À l'inverse, en Allemagne, le parti anti-immigration AfD trouve surtout son soutien dans l'Est du pays, où la diversité est moins présente.

Les flux migratoires expliquent parfois les tensions vécues en raison d'une concurrence perçue sur le marché de l'emploi ou dans l'accès aux services publics. Parmi ceux et celles qui votent pour l'extrême droite — autant en [Suède](#), en [Allemagne qu'en France](#) — le malaise vis-à-vis de l'immigration provient de l'impression d'être laissé pour compte et d'une perception que les personnes immigrantes sont



avantagées en comparaison à la population en général. Ce sentiment n'est pas intrinsèquement raciste, mais révèle une logique de compétition pour les ressources et une croyance de perte de contrôle.

Face à ces phénomènes, les partis d'extrême droite ou de droite radicale se positionnent souvent en porte-voix des oubliés. [Le conflit de classe traditionnel se transforme](#) en lutte entre les «vrais» citoyens et citoyennes et les personnes immigrantes. Ces dernières sont ciblées comme responsables des problèmes économiques (chômage, crise du logement) et culturels (déclin de la langue nationale).

Les nouvelles droites sont par ailleurs engagées dans une [guerre culturelle](#). Celle-ci se caractérise par une volonté de redéfinir les normes sociales, de remettre en question les consensus établis et de promouvoir une vision du monde qui privilégie les identités nationales, culturelles ou religieuses exclusives. Les personnes adeptes de cette mouvance politique se présentent en gardiens et gardiennes des valeurs traditionnelles et de la civilisation. Du même coup, elles s'opposent aux [wokes](#) ou au [wokisme](#) pour [discréditer les perspectives progressistes ou inclusives](#). Elles attisent un sentiment de menace contre l'érosion des fondements culturels et sociaux de la société.

Les nouvelles droites s'appuient donc largement sur des sentiments de peur et d'anxiété déjà présents au sein de la population. Mais au fond, d'où provient ce malaise vécu par bien des personnes depuis plusieurs décennies?

À écouter

L'épisode **[Le caddie et l'inflation](#)** du balado Les Pieds sur terre  
(de 12:22 à 15:02 )

## L'origine du mal : le néolibéralisme?

Le néolibéralisme s'est répandu à l'échelle mondiale sans que les gouvernements se préoccupent de ses effets délétères sur les populations. Il a mené à la désindustrialisation, au chômage et à la stagnation des salaires. Il s'en est suivi une montée de l'insécurité, des inégalités et de la précarité. Pour les nouvelles droites, c'est l'[occasion rêvée de tendre la main aux «perdants»](#) de ce système économique qui a atteint un [stade cancérigène](#).

## Le retour de la marchandisation des travailleurs et travailleuses?

En 1944, la [déclaration de Philadelphie de l'OIT](#) énonce le principe suivant : le travail n'est pas une marchandise. C'est d'ailleurs dans cette période que plusieurs lois sont adoptées en Amérique du Nord pour donner aux travailleurs et travailleuses un meilleur accès à la syndicalisation et à la négociation collective. Des gains importants sont alors réalisés pour améliorer la qualité de vie des personnes salariées et réduire [les inégalités au Canada](#). Mais depuis l'avènement du néolibéralisme dans les années 1980, des reculs majeurs ont été observés. L'État-providence s'est érodé, le filet de sécurité sociale s'est détérioré ainsi que les services publics et l'accès au logement abordable.

Les syndicats ont aussi été l'objet d'attaques répétées des gouvernements de droite au cours des dernières décennies. D'ailleurs, entre 1985 et 2017, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), [la présence syndicale](#) est passée de 32,1 % à 15,8 %. Il est ironique qu'[un rapport du Fonds monétaire international](#) (FMI), fier promoteur de la mondialisation néolibérale, reconnaisse que « la présence syndicale participe à la promotion de politiques sociales redistributives et contribue à réduire les inégalités salariales».

La recherche de flexibilité imposée par le néolibéralisme est aussi à l'origine d'un accroissement de la marchandisation des travailleurs et

travailleuses. Leur temps et leur salaire sont de plus en plus dictés par les impératifs patronaux. D'un côté, la flexibilité numérique justifie l'utilisation des personnes à la demande (agences de placement, plateformes...) et de l'autre, la flexibilité salariale régule les revenus en fonction des conditions du marché. Cette tendance est exemplifiée par les entreprises comme Uber ou Deliveroo.

Le déploiement de l'automatisation et de l'intelligence artificielle risque sans aucun doute de déstabiliser encore davantage le marché du travail et la situation des personnes en emploi dont les métiers seront soit abolis ou fondamentalement modifiés. La classe des « perdants » ne pourra que grossir en l'absence de mesures pour assurer une transition équitable.

## Des solidarités en friche

Les inégalités ont des effets tant sur le plan économique (réduction de la croissance, des investissements et de l'innovation) que social (dégradation de la santé de la population et accroissement des crimes violents). Ensemble, la pauvreté, les inégalités, l'isolement, la culture de la compétition et de la performance ont des impacts réels sur la santé mentale des personnes qui vivent du ressentiment, de la méfiance et de la vulnérabilité. Il en résulte un effritement des collectivités et de la solidarité sociale.

### Les «1%» prennent (presque) tout

«Dans la préface du rapport, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, note que "les disparités de revenus et le manque d'opportunités créent un cercle vicieux d'inégalités, de frustration et de mécontentement entre les générations". Les difficultés économiques, les inégalités et la précarité de l'emploi ont conduit à des manifestations de grande ampleur à la fois dans des pays développés et dans des pays en développement, ajoute-t-il. L'étude montre que les 1% les plus riches sont les grands gagnants d'une économie mondiale en mutation. Ils ont augmenté leur part de revenu entre 1990 et 2015,

tandis qu'à l'autre extrémité de l'échelle, les 40% les plus pauvres gagnaient moins d'un quart des revenus dans tous les pays étudiés. L'une des conséquences des inégalités au sein des sociétés, note le rapport, est le ralentissement de la croissance économique. Dans des sociétés inégales, avec de grandes disparités dans des domaines tels que les soins de santé et l'éducation, les gens sont plus susceptibles de rester pris au piège de la pauvreté, sur plusieurs générations.»

Source : Nations Unies, [La hausse des inégalités affecte plus des deux tiers de la planète](#), 2020

En 2011, Guy Standing parlait des travailleurs et travailleuses précaires comme une nouvelle classe dangereuse, car la détresse et l'insécurité mènent au désengagement citoyen et à la colère. Or, une population indignée, exaspérée, peut être imprévisible et disposée à soutenir une politique de haine<sup>5</sup>. En 2021, il constate que la situation a peu changé. Elle s'est même détériorée avec les avancées des droites radicales dans plusieurs pays européens. Des personnes qui font partie de cette classe des précaires craignent de perdre le peu qu'elles ont. Elles se radicalisent faute de trouver une alternative plus prometteuse. Ces personnes sont si anxieuses et inquiètes qu'elles sont séduites par des idées populistes et autoritaires ciblant ceux et celles qui sont présentés comme une menace (les personnes immigrantes notamment)<sup>6</sup>. Ceci n'a rien de nouveau, car historiquement, les moments marqués par une forte mondialisation sont aussi associés à une [montée du populisme sous toutes ses formes](#), de droite et de gauche. Les partis politiques traditionnels doivent proposer un programme progressiste pour combattre l'insécurité économique. Autrement, une proportion de plus en plus importante de travailleurs et travailleuses précaires risque de se tourner vers des groupes plus radicaux, voire extrémistes.

## Un capitalisme de copinage

Le néolibéralisme a fait perdre à la population son pouvoir d'influence sur son environnement socioéconomique. Il a affaibli les systèmes

démocratiques alors que les décisions importantes sont contrôlées par une classe politique et technocrate<sup>7</sup>.

Le capitalisme est le racket légitime organisé par la classe dominante.

– Al Capone, criminel, gangster, homme d'affaires, hors-la-loi (1899-1947)

Naomi Klein parle d'une ère de capitalisme de copinage («crony capitalism») qui réfère à un système où la classe politique remet au secteur privé la richesse publique en échange de son soutien. Les nouvelles droites se nourrissent de cet anti-corporatisme<sup>8</sup>. Quant aux partis de gauche, ils n'ont pas su développer un contre-discours convainquant. Ils ont trop souvent embrassé eux-mêmes le néolibéralisme sans avoir réussi à lutter efficacement contre les inégalités et la précarité.

## Un capitalisme financier bien à l'abri

Le néolibéralisme des dernières décennies se distingue aussi par la financiarisation de l'économie. Celle-ci a contribué à invisibiliser le pouvoir, donnant l'impression qu'il n'y a plus d'adversaire à combattre. Pourtant, s'il est moins apparent, il n'est pas pour autant absent. Il est plutôt intouchable. Cette évolution peut expliquer, en partie, pourquoi les banques mondiales et le monde de la finance ne sont pas devenus des cibles du mécontentement populaire.

Il y a certes eu le mouvement *Occupy Wall Street* qui a dénoncé les abus du capitalisme peu après la crise financière de 2008. Il a cependant été fortement réprimé par la police dans plusieurs endroits<sup>9</sup>. Et bien qu'il ait éveillé des consciences, il n'a pas débouché sur des coalitions plus larges pour initier une véritable réforme du système économique. Au contraire, il semble que les crises financières fassent augmenter la part des votes pour les partis d'extrême droite d'environ 4 points de pourcentage, avec des résultats statistiquement plus forts depuis la Seconde Guerre mondiale.

## Un terrain propice pour la droite radicale normalisée

L'agonie de la social-démocratie, la perte de pouvoir économique et politique des citoyens et citoyennes et leur désenchantement à l'égard de la politique traditionnelle a légitimé le discours des nouvelles droites qui se disent anti-établissement<sup>10</sup>. En proposant [une alternative](#) pour défendre les plus vulnérables, elles arrivent à se rapprocher d'une part des personnes qui adhèrent à des idéologies radicales et extrêmes et d'autre part de celles qui sont tout simplement victimes du système.

On observe ainsi un réalignement des organisations politiques traditionnelles vers les enjeux sociaux portés par la droite radicale comme [l'immigration, le crime et le terrorisme](#). Par exemple, au Royaume-Uni, le Parti conservateur a adopté une [série de mesures](#) prévoyant resserrer les normes en immigration, dont l'interdiction pour les personnes migrantes entrées illégalement, de demander l'asile. Cette pratique est jugée contraire au droit international selon l'Organisation des nations unies (ONU). De son côté, le Parti travailliste s'est focalisé sur le thème du crime en tenant un discours qui cible les contrebandiers et la mise en place d'une [nouvelle unité de police transfrontalière](#).

Ce virage a en quelque sorte normalisé le discours des nouvelles droites, ce qui a permis à certaines organisations de faire des percées sur la scène électorale. Des pays comme la Belgique, la Suède, l'Espagne et l'Allemagne se sont historiquement appuyés sur des ententes entre les partis politiques traditionnels pour empêcher toute alliance avec ceux issus de la droite radicale pour former un gouvernement. C'est ce que l'on appelle le «cordon sanitaire». Celui-ci semble toutefois [s'effriter à plusieurs endroits](#) (ex. : Suède).

Les partis des nouvelles droites ont également réussi à transformer leur image, à la normaliser et lui donner une apparence plus modérée. Un exemple éloquent de cette conversion est la [stratégie de](#)

«[dédiabolisation](#)» du parti d'extrême droite de Marine Le Pen en France. Elle a coupé les ponts avec les éléments plus extrémistes et elle a modifié le nom de son parti (Front national pour Rassemblement national) qui avait été fondé par son père dont les propos étaient plus radicaux. En dépit de ces stratégies d'adoucissement, les programmes politiques des nouvelles droites radicales demeurent généralement inchangés.

#### **Pourquoi la gauche ne profite-t-elle pas de ces crises?**

Dans un contexte d'échec du capitalisme, pourquoi n'est-ce pas la gauche, voire l'extrême gauche qui tire avantage de la situation, mais plutôt l'extrême droite?

Tout d'abord, [la gauche s'est assagie](#), a perdu son caractère contestataire et son «optimisme conquérant». Elle est devenue une force défensive. Il faut aussi comprendre que le vote pour les partis des nouvelles droites n'est pas un geste de désespoir. Plusieurs y voient la possibilité d'un changement qui leur sera bénéfique. Enfin, lorsque les inégalités s'accroissent, les partis qui représentent les riches sont plus enclins à adopter des stratégies politiques identitaires et culturelles (le mariage gai, les droits des femmes...). C'est une [façon de déguiser](#), sous le parapluie du «bien commun», des programmes qui sont favorables à la classe des mieux nantis.

## Les nouvelles droites : une véritable solution aux problèmes du néolibéralisme?

Les nouvelles droites sont-elles véritablement la solution aux problèmes générés par le néolibéralisme? Rien n'est moins sûr! Plusieurs adhérents à ces nouvelles droites [ont critiqué le système capitaliste](#) dans sa forme actuelle uniquement sur des points très précis sans trop s'éloigner de son orthodoxie, en particulier concernant les droits de propriété et le contrôle de l'économie. Ce à quoi ils s'opposent avant tout, c'est à une élite locale ou étrangère qui, disent-ils, se superpose

aux volontés nationales. Mais pour les perdants du capitalisme, ces attaques peuvent représenter une vision antisystème qui offre une réponse à la misère vécue. Plus inquiétant, c'est l'idée qu'une plus grande égalité sociale pour les personnes immigrantes et les groupes marginalisés soit la cause de la détérioration des conditions matérielles des citoyens et citoyennes d'une nation. L'exclusion est la solution proposée par les droites radicales et extrêmes à une perte de pouvoir de la population.

À une époque de désillusion, l'extrême droite alimente des fausses promesses d'une social-démocratie réformée (...). Comme plusieurs progressistes ont perdu l'espoir dans le progrès, les instincts punitifs de l'extrême droite deviennent plus attrayants pour un électorat désorienté et insatisfait.

– (**traduction libre**)

C'est ainsi que la lutte des classes s'est mutée en guerre culturelle<sup>11</sup>.

## **La pandémie comme catalyseur de la fracture sociale**

La pandémie de COVID-19 a sans aucun doute exacerbé les tensions dans nos sociétés. La peur et l'incertitude générées par la situation ont alimenté la méfiance à l'endroit des personnes immigrantes, ainsi que les politiques de frontières ouvertes. Les restrictions sanitaires et la vaccination obligatoire, dans certains milieux, ont aussi été perçues comme une atteinte majeure aux libertés individuelles. Les impacts économiques de cette crise de santé publique ont de même aggravé les inégalités et l'insécurité. Quant aux mesures de confinement, elles ont contribué à l'isolement et la fragmentation sociale. En réaction, des personnes se sont tournées vers des communautés en ligne où l'accès à des contenus populistes et extrémistes de tout genre était facilité.



Dans ce contexte d'urgence où les débats de fond ont souvent été écourtés, les nouvelles droites y ont vu l'occasion de se positionner pour défendre les libertés individuelles contre le contrôle gouvernemental. Le Convoi de la liberté à Ottawa, en janvier 2022, incarnait cette contestation alors que des manifestants et manifestantes protestaient contre plusieurs mesures imposées par les autorités au pouvoir. Parallèlement, la montée des théories du complot autour de la COVID-19 a renforcé la méfiance envers les institutions, un sentiment largement encouragé par certains mouvements politiques.

La pandémie de COVID-19 n'a donc pas été seulement une crise sanitaire mondiale; elle a aussi agi comme un amplificateur des divisions sociales et politiques.

---

## CHAPITRE 3

### Les idées dangereuses des nouvelles droites

Avant de faire des voix, l'Extrême droite gagne les esprits.

– Michel Winock<sup>12</sup>

**Comme l'exprime Michel Winock, avant de penser à gagner des élections, c'est d'abord sur le plan des idées que s'engage la lutte de l'extrême droite. De manière générale, il semblerait que ce soit également le cas des nouvelles droites. C'est pourquoi, le processus est qualifié de «guerre culturelle». Il s'agit d'une stratégie qui cherche à influencer et transformer les valeurs, les croyances et les normes de la société pour qu'elles reflètent et soutiennent certaines idées et idéologies.**

L'approche est souvent centrée sur des sujets très polarisants tels que l'immigration, les droits des minorités, l'identité de genre. Comme mentionné antérieurement, la montée des droites s'est beaucoup nourrie des échecs du néolibéralisme, des crises économiques et du sentiment d'abandon des «classes populaires» par la gauche. Pablo Stefanoni<sup>13</sup> observe que ce contexte a fait surgir une sorte de renversement des rôles pour le moins surprenant : la rébellion a progressivement été récupérée par les droites, qui s'approprient maintenant le discours révolutionnaire contre les dysfonctionnements du système. Les nouvelles droites défient ainsi la gauche sur son propre terrain, celui de l'indignation et de la révolte, en se présentant comme une forme de révolution idéologique inédite. Si cette «guerre culturelle» menée par les nouvelles droites gagne en influence, c'est qu'elle n'est pas seulement portée par des groupes marginaux, mais aussi de plus en plus par des personnes influentes du commentariat québécois qui bénéficient de larges tribunes sur les réseaux sociaux et dans les médias, et qui cherchent à banaliser leurs idées au sein de l'espace public.

## **Les ressorts de la «guerre culturelle» menée par les nouvelles droites**

Les discours des nouvelles droites portent sur des thèmes très variés, ce qui constitue une de leurs forces. Elles utilisent n'importe quel sujet d'actualité pour faire passer leurs idées et sont très habiles pour créer des polémiques. C'est ce qui explique que la cohérence entre ces discours est parfois difficile à saisir puisqu'ils demandent un travail constant d'analyse et d'interprétation. Avant de plonger dans les formes que peuvent prendre leurs discours, prenons donc un instant pour décrypter les stratégies qui les façonnent.

## Exploiter les peurs et les insécurités en jouant sur la corde de l'émotion

Pour les chercheurs Anne-Cécile Robert<sup>14</sup> et Christian Godin<sup>15</sup>, le succès des discours des nouvelles droites s'explique en partie par leur capacité à jouer sur les émotions. Elles excellent dans l'art de canaliser et d'amplifier les peurs existantes au sein de la population, et peuvent même aller jusqu'à en créer de nouvelles de toutes pièces. Ces peurs peuvent être économiques, comme la crainte de perdre son emploi au profit des personnes immigrantes, ou encore sécuritaires, notamment quant aux enjeux de criminalité. Ces mouvements exploitent aussi des peurs culturelles, centrées sur la préservation des traditions et des valeurs perçues comme menacées par le changement social. En utilisant ces émotions, les leaders de ces mouvements construisent des discours qui résonnent émotionnellement avec leurs publics cibles, et qui sont plus difficiles à contester par de simples faits ou une logique rationnelle.

## Des boucs émissaires responsables des problèmes de la société

Les nouvelles droites ont également tendance à simplifier à l'excès des problèmes sociaux et économiques et à en attribuer la faute à des groupes spécifiques, souvent vulnérables. Les personnes immigrantes, les minorités en général, ou même les élites politiques sont régulièrement désignées comme des boucs émissaires. Cette tactique permet non seulement de dévier la responsabilité des vrais enjeux (comme les failles des politiques économiques ou les inégalités structurelles) mais aussi de consolider une base de citoyennes et citoyens contre un ennemi commun clairement identifié.

## Stratégies de victimisation et renversement des rôles

Les discours des nouvelles droites adoptent souvent une rhétorique de victimisation, où ces groupes se présentent comme étant opprimés, que ce soit par les gouvernements progressistes, les médias traditionnels, ou les organisations de défense des minorités. Cette stratégie leur permet d'inverser les rôles traditionnels d'agresseur et d'opprimé, justifiant ainsi des mesures extrêmes présentées comme nécessaires pour la défense de la nation, d'un peuple ou d'un mode de vie. Dans la continuité de cette approche, les nouvelles droites s'ancrent la plupart du temps dans un populisme clivant, qui divise la population en opposant une prétendue élite corrompue au « vrai » peuple. [Selon la Confédération européenne des syndicats](#) (CES), l'extrême droite tend à dépeindre les syndicats comme faisant partie de cette élite déconnectée des réalités du monde ordinaire et des travailleuses et travailleurs. Cette représentation s'inscrit dans une stratégie plus large visant à délégitimer l'action politique des syndicats, comme nous le verrons plus loin dans notre analyse.

## Des discours «caméléons» qui s'adaptent à chaque clientèle et pour chaque sujet

Si les discours des nouvelles droites trouvent un écho de plus en plus grand au sein de la population, c'est en partie parce qu'ils ont réussi à se renouveler avec un langage qui séduit par son côté irrévérencieux et sa prétendue nouveauté. Les nouvelles droites parviennent même à [capter l'attention d'une partie de la jeunesse](#) lasse de ce qu'elle perçoit parfois comme un discours moralisateur en provenance de la gauche. En France, le nouveau président du Rassemblement National, Jordan Bardella, a d'ailleurs acquis une certaine popularité auprès de la jeunesse française.

Le succès de ces discours s'explique en partie par l'offensive des nouvelles droites sur les réseaux sociaux utilisés par les jeunes, notamment Instagram et Tik Tok. Le chef du Parti conservateur du Canada, Pierre Poilievre, a d'ailleurs très bien intégré le fonctionnement de ces plateformes, qu'il exploite largement.

Au cours des derniers mois, le nombre de personnes abonnées à ses pages sur les réseaux sociaux a explosé, ce qui lui permet de s'adresser à un large électorat avec des messages ciblés sans passer par les médias traditionnels.

## **Les discours des nouvelles droites : les voix de la division**

Après avoir décodé les stratégies utilisées par les nouvelles droites, plongeons maintenant dans les formes que prennent leurs discours. Bien que cela puisse faire grincer des dents, comprendre cette rhétorique est essentiel pour démêler les tactiques employées et savoir comment mieux réagir face à ces idées.

### **L'immigration comme bouc émissaire à tous les problèmes de société**

Les messages anti-immigration constituent un pilier central des nouvelles droites depuis longtemps : l'immigration serait une menace pour l'emploi, l'accès au logement, la sécurité, ou encore pour l'identité nationale. Prenons par exemple la crise du logement. Il est plus facile de blâmer l'augmentation du nombre de personnes immigrantes plutôt que les politiques gouvernementales qui ont laissé la situation se dégrader depuis des décennies. À ce sujet, plusieurs experts ([Vivre en](#)

[Ville, IRIS, SCHL](#)) rappellent que l'immigration, tout comme d'autres facteurs conjoncturels tels que les taux d'intérêt ou l'inflation, contribue seulement de manière périphérique aux défis actuels de logement. Les véritables racines de cette crise sont structurelles, et relèvent plutôt de notre régime fiscal, du manque de planification urbaine et de la complaisance envers la spéculation immobilière. Par conséquent, [attribuer la crise du logement principalement à l'immigration](#) néglige les causes profondes et systémiques qui nécessitent des interventions à long terme.

Les partis d'opposition peuvent aussi utiliser ce type de discours pour critiquer la gestion actuelle du gouvernement, notamment en matière d'immigration et de résolution des crises structurelles. Néanmoins, il est intéressant de constater que dans son [publidocumentaire sur l'«enfer du logement»](#), Pierre Poilievre évite scrupuleusement de mentionner l'immigration – ce qui lui est d'ailleurs reproché par Maxime Bernier. Cela suggère son besoin de gagner le soutien des électeurs et électrices immigrés et illustre comment s'opèrent de telles stratégies de communication politique selon le contexte et les intérêts à défendre.

Les nouvelles droites font aussi fréquemment un amalgame entre immigration et insécurité, en présentant les personnes immigrantes non seulement comme des menaces à la cohésion sociale et culturelle, mais aussi comme des facteurs d'augmentation de la criminalité. Sur un site Web ultranationaliste québécois, on peut lire par exemple que certains individus, groupes ethniques ou races [sic] seraient naturellement prédisposés au crime et au mépris des lois, qu'ils auraient un tempérament plus agressif, une tendance plus marquée à la violence et des comportements plus impulsifs. Ils ne ressentiraient aucun remord pour leurs actions, poussés par un besoin immédiat de satisfaire leurs pulsions primaires, accompagné d'un désir de dominer les autres. En mettant l'accent sur une prétendue nature agressive des personnes immigrantes, ces discours contribuent à stigmatiser toute une population, renforçant les préjugés et la discrimination. Ils ignorent

par ailleurs les racines socio-économiques profondes des problèmes, comme la pauvreté, le chômage, la marginalisation et les inégalités structurelles, qui sont des facteurs bien plus déterminants en matière de sécurité publique.

Certaines idéologies radicales des nouvelles droites accusent également l'immigration de contribuer à la crise climatique. Ces visions extrémistes ont mené à des actes de violence tragiques, comme en témoignent plusieurs tueries survenues en 2019 et 2022. Par exemple, Brenton Tarrant, qui a commis un attentat meurtrier en Nouvelle-Zélande en 2019, se décrivait comme un écofasciste et voyait dans l'immigration une cause du réchauffement climatique, qu'il liait à la surpopulation et à la dégradation de l'environnement, comme en témoigne le manifeste qu'il a rédigé avant de commettre cet acte : «L'immigration et le réchauffement climatique sont deux faces du même problème. L'environnement est détruit par la surpopulation. [...] Il faut tuer les envahisseurs, tuer la surpopulation et ainsi sauver l'environnement.»

#### Ailleurs dans le monde...

**En France**, la responsabilisation des personnes immigrantes pour tous les problèmes de société a fait naître le concept de « préférence nationale », largement associé au Front National, rebaptisé Rassemblement National en 2018. Le concept a émergé dans les années 1970 et visait à accorder une priorité aux citoyennes et citoyens français sur les personnes étrangères en matière d'emploi, de logement social et d'aides sociales, en cas de compétences équivalentes entre les candidates et candidats français et les personnes étrangères.

À travers l'exercice de dédramatisation du Rassemblement National entrepris sous la présidence de Marine Le Pen, le concept de « préférence nationale » a évolué vers celui de « priorité nationale ». Mais sous couvert d'une formulation plus acceptable, l'idée reste la même.

**Aux États-Unis**, dans son «[Project 2025](#)», le Heritage Foundation, organisation conservatrice américaine étroitement liée au Parti républicain, milite pour qu'il soit à nouveau possible de prioriser l'embauche de citoyennes et citoyens américains pour les projets majeurs d'infrastructure fédéraux et dans les secteurs d'emplois saisonniers, une pratique pourtant interdite depuis 1986.

Au Québec, malgré des discours parfois dérangeants, il n'existe pas de politique aussi ouvertement anti-immigrants. Cela dit, on a tout de même pu assister à certains de ces relents lorsque récemment, le gouvernement de la CAQ a demandé à la Cour d'appel de suspendre sa [décision](#) portant sur l'accès des demandeurs d'asile aux places de garde subventionnées.

## Le grand remplacement

Les craintes selon lesquelles les personnes immigrantes accapareraient indûment des droits et services, au détriment du reste de la population vont aussi beaucoup plus loin, notamment à travers la théorie du «grand remplacement». Selon cette dernière, [une élite mondialiste](#) chercherait à remplacer les cultures et civilisations occidentales blanches par des populations non blanches, dont la culture serait jugée non assimilable.

Ces idées sont loin d'être nouvelles. Elles trouvent leurs racines dans le nationalisme français du début du 20e siècle, et ont été par la suite reprises et propagées par des mouvements néonazis, suprémacistes et d'extrême droite. Depuis une dizaine d'années, ces thèses ont été remises au goût du jour, notamment par Renaud Camus, et ont trouvé un écho plus large dans les médias et chez certains acteurs politiques qui se montrent hostiles à l'immigration.

Au Québec, même si aucun parti politique n'endosse officiellement la théorie du grand remplacement, n'empêche qu'elle circule largement dans l'espace public depuis le milieu des années 2010. Selon un [rapport](#)



[de 2022 de la Chaire UNESCO](#) en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, environ 15% des Québécois et Québécoises adhèrent à cette idée. Cette diffusion trouve un écho particulier au Québec où il existe une vulnérabilité liée à la peur d'un changement démographique qui pourrait mener à une disparition de l'identité culturelle et linguistique. Par exemple, un [sondage](#) révélait en 2016 que les Québécois et Québécoises surestiment grandement la proportion de musulmans dans la province, signe d'une anxiété face à un monde en transformation rapide. Depuis quelques années, on voit ainsi cette théorie apparaître en sous-texte dans plusieurs chroniques évoquant le fait que notre peuple serait en danger à cause d'une «noyade migratoire» en passe de conduire à l'expulsion symbolique des Québécois et Québécoises francophones de leur propre pays.

Certains groupes plus radicaux n'hésitent d'ailleurs pas à faire la promotion de ce qu'ils appellent la «remigration», qui s'apparente ni plus ni moins à une déportation de masse. Sur un site Web ultranationaliste, on propose par exemple de déporter les adolescents racisés coupables de certains crimes et de révoquer leur citoyenneté, et ce, même s'ils sont nés au Québec. En quel cas, ceux-ci seraient expulsés dans le pays d'origine des parents. Des groupes d'extrême droite prônent ouvertement la remigration, notamment [lors de manifestations](#). De tels propos sont particulièrement préoccupants car ils menacent directement les fondements mêmes de notre démocratie et du vivre-ensemble.

## Le virage identitaire d'une frange du nationalisme québécois

La journaliste Francine Pelletier observe qu'au cours des dernières années, notamment depuis la « crise des accommodements raisonnables » qui a marqué un tournant sociopolitique au Québec, on assiste à un virage dans le discours et les propositions politiques, vers

une résurgence du conservatisme. Ce mouvement est caractérisé par un nationalisme identitaire plus affirmé et assumé. Il faut souligner que la question de l'immigration résonne de manière singulière au Québec, souvent articulée autour de la préservation de l'identité québécoise et de la protection de la langue française. Il y a 35 ans, le [documentaire \*Disparaître\*](#) co-écrit par Lise Payette, mettait déjà en garde contre une immigration massive de cultures jugées trop différentes, craignant une dilution de l'identité francophone. Cette sensibilité profonde trouve ses racines dans l'histoire même du Québec où la défense de la langue française a été une constante face à des influences anglaises dominantes.

Dans ses statuts, la FTQ « assume les particularités du Québec et les aspirations des travailleurs et travailleuses québécois » tout en luttant activement contre toute forme de discrimination et en favorisant la justice sociale. Il est donc compréhensible, et nécessaire, que des efforts soutenus soient déployés pour protéger et défendre la vitalité de la langue française et de la culture québécoise. Toutefois, le nationalisme québécois, de manière générale, a pris un virage identitaire qui a fait naître des glissements inquiétants dans le discours de certains chroniqueurs et chroniqueuses. Peut-être avez-vous déjà eu l'occasion de lire certains de ces textes qui associent, sans nuance, immigration et menace pour le Québec?

De façon plus subtile, ce type de discours se retrouve aussi dans la bouche de politiciens et politiciennes. Sans parler ouvertement d'un grand remplacement, Paul St-Pierre Plamondon associait récemment les cibles d'immigration établies par le gouvernement fédéral à [une «charge offensive»](#) contre le Québec. En février 2023, il affirmait également que l'[arrivée des demandeurs d'asile](#) par le chemin Roxham alimentait la montée des extrêmes politiques, incluant le racisme et la xénophobie. On se souvient aussi de la campagne électorale de 2022 durant laquelle François Legault annonçait fièrement qu' « au Québec, c'est comme ça qu'on vit! ».

Lors du récent passage du premier ministre français Gabriel Attal au Québec, lequel s'est exprimé sur la question de la laïcité, François Legault rappelait également qu'il veut gouverner pour que «le Québec reste le Québec». Cette formule, écho lointain de théories provenant de l'extrême droite française, inspirées du « grand remplacement », illustre la manière dont ces idées gagnent en visibilité et en acceptation, témoignant d'une certaine progression de l'extrême droite dans la guerre culturelle. Dans ce contexte politique, il importe de demeurer vigilant sur la manière dont les discours sont formulés.

## **Convergences inattendues: la pandémie comme terrain de rencontre des nouvelles droites**

Outre les questions entourant l'immigration, qui ont toujours été centrales dans les discours des droites radicales, la pandémie de COVID-19 a aussi renforcé la montée de nouvelles droites au Québec. Le contexte a engendré beaucoup d'incertitude et de peurs parmi la population et a créé un terreau fertile pour des mouvements qui ont exploité la situation de crise et les frustrations sociales afin de renforcer leurs discours radicaux et propager leurs idéologies. Cela a fait naître des alliances inhabituelles, voire étonnantes, entre des groupes qui a priori ne partageaient pas grand-chose, et qui ont trouvé un terrain commun dans leur méfiance envers les gouvernements et leur opposition aux mesures sanitaires. On a ainsi vu des extrémistes de droite, des libertariens et des évangéliques manifester côte à côte contre les mesures sanitaires liées à la pandémie.

## **Après la pandémie, de nouvelles cibles...**

Depuis que les discussions autour de la COVID-19 et de la vaccination n'occupent plus le devant de la scène, les nouvelles droites se sont rabattues sur d'autres sujets de prédilection.

## Identité de genre et *drag queens*

Les questions d'identité de genre, notamment concernant les personnes transgenres, touchent à des valeurs profondes et peuvent susciter de nombreuses interrogations. Il est tout à fait normal que de tels sujets suscitent des débats, car ils reflètent des changements significatifs dans notre perception des identités personnelles et collectives. Ces questions ne sont pas simples à aborder.

Tout en laissant place à la discussion, il est important de reconnaître que les personnes transgenres, les *drag queens*, les personnes se revendiquant non binaires, et de manière générale, toutes les personnes représentées sous la bannière des minorités sexuelles et de genre, sont très souvent les cibles de discours hostiles, voire carrément haineux, provenant des nouvelles droites. Ces groupes utilisent des arguments polarisants et exploitent des peurs infondées pour aviver les tensions sociales, comme les allégations associant les *drag queens* à la pédophilie, ou les affirmations selon lesquelles les personnes transgenres constitueraient une menace pour nos enfants et pour la société. Il convient de rappeler qu'en 2021, [les personnes transgenres ou non-binaires](#) représentaient ensemble 0,33% de la population canadienne.

## La résurgence des mouvements anti-avortement

La montée des nouvelles droites fait également place à une résurgence inquiétante des mouvements anti-avortement, soutenus par des idéologies conservatrices et traditionalistes qui remettent en question

et cherchent à réduire les droits en matière d'avortement. Ces groupes utilisent une variété de stratégies pour faire avancer leur cause, comme la législation restrictive, l'influence dans les sphères politiques, ou encore la propagation de désinformation autour de la santé reproductive. Ils cadrent leur lutte comme une question de «droits de l'enfant à naître» tout en peignant l'avortement comme un symptôme de déclin moral et culturel. Ces mouvements voient, dans l'opposition à l'avortement, une manière de préserver un ordre social patriarcal et de réagir contre les avancées des droits des femmes. Un exemple notable de ce recul est la révocation de l'arrêt *Roe v. Wade* aux États-Unis par la Cour suprême en juin 2022, qui garantissait le droit constitutionnel à l'avortement depuis 1973. Ce recul majeur montre que les droits que l'on croyait bien établis se révèlent finalement fragiles face à l'assaut des nouvelles droites et illustre la nécessité de poursuivre les luttes féministes pour contrer ces tendances régressives.

## Le fléau des influenceurs masculinistes

Cette montée des nouvelles droites s'appuyant sur un conservatisme moral trouve écho dans un autre mouvement préoccupant : l'émergence d'influenceurs masculinistes. Dans la veine de l'américain Andrew Tate, ces derniers estiment que les hommes vivent une crise de la masculinité principalement causée par le féminisme. Ils prônent des valeurs ultra conservatrices et diffusent des discours très perniciose à l'endroit des femmes et des minorités. Le phénomène des masculinistes n'est pas nouveau au Québec. On se rappellera notamment du mouvement *Fathers for Justice* il y a une vingtaine d'années, qui militait pour les droits des pères en matière de garde d'enfants après une séparation. Le sociologue Francis Dupuis-Déri rappelle que les [discours sur une prétendue crise de la masculinité](#) émergent chaque fois que les normes de genre sont contestées par les femmes. Autrement dit, ces supposées crises masculines seraient en réalité des réactions à la perte de privilèges.

Mais le phénomène actuel des influenceurs masculinistes est plus inquiétant du fait qu'il est véhiculé par les réseaux sociaux et s'adresse surtout à des jeunes hommes qui trouvent en ces figures des sortes de mentors. Au Québec, des personnalités commencent à faire leur place, utilisant les réseaux sociaux et les chaînes YouTube pour encourager une masculinité traditionnelle et stéréotypée qui résonne avec un public en quête de repères. Certains de ces influenceurs proposent des cours privés coûtant jusqu'à 20 000 \$ par année pour apprendre à devenir un « homme alpha » et le « chef de la meute ». En valorisant des comportements dominants, voire agressifs, ces idées peuvent encourager des attitudes et des actes de violence, justifiés par une prétendue reprise de contrôle ou un leadership naturel.

Fait intéressant, qui reflète les liens qu'entretiennent les nouvelles droites entre elles : en 2022, les vidéos de Pierre Poilievre publiées sur ses réseaux sociaux étaient accompagnées du mot-clic caché [#mgtow](#), acronyme de «Men Going Their Own Way», lui permettant d'apparaître dans les réseaux antiféministes.

## La guerre contre les *wokes*

Pour polariser les débats, les nouvelles droites vont également se présenter comme les gardiennes des valeurs traditionnelles défendant la civilisation occidentale face aux *wokes* qui sont dépeints comme des militants extrémistes qui chercheraient à détruire les traditions et à imposer une pensée unique. Cette stratégie vise non seulement à discréditer les perspectives progressistes ou inclusives, mais aussi à mobiliser un sentiment de menace contre ce qui est perçu comme une érosion des fondements culturels et sociaux traditionnels.

Toutefois, cette posture de défense des traditions cache souvent une forme de militance tout aussi engagée. Lorsque des chroniqueurs et des chroniqueuses de la radio ou de la presse écrite concentrent leur attention et leurs ressources sur des thématiques telles que l'identité de

genre, la présence de *drag queens* à l'heure du conte, ou les droits des personnes transgenres, ils ne font pas qu'exprimer une opinion. Ils participent activement à la construction d'un discours qui cherche à imposer une vision de ce que la société devrait être en marginalisant certaines communautés. Ce faisant ils s'inscrivent, à leur façon, dans la guerre culturelle menée par les nouvelles droites.

Ainsi, la bataille culturelle de l'extrême droite ne se limite pas à une simple opposition idéologique aux mouvements jugés trop progressistes ou *wokes*. Elle se manifeste également par une volonté affirmée de dominer l'espace médiatique et public avec leurs propres formes de militance, dans le but de remodeler les normes sociales selon leurs propres termes. À travers une vision du monde qui divise et exclut, les nouvelles droites redéfinissent radicalement les idéaux collectifs et posent une menace directe au tissu démocratique. Cela suscite des inquiétudes quant au vivre-ensemble et à la cohésion sociale. Le mouvement syndical, fréquemment pris pour cible, est directement interpellé face à ces défis.

---

## CHAPITRE 4

### Les menaces pour le mouvement syndical

**Les valeurs portées par les nouvelles droites sont aux antipodes de celles de la FTQ. La droite a toujours cherché à réduire l'influence des syndicats sur la société comme une peau de chagrin. L'histoire démontre que les régimes fascistes et les gouvernements conservateurs, comme celui de l'Union nationale de Maurice Duplessis, n'ont pas été tendres envers les syndicats (c'est le moins qu'on puisse dire).**

Les nouvelles droites continuent sur cette lancée. Leur antisyndicalisme prend toutefois des formes beaucoup plus insidieuses considérant qu'elles jouent sur le même terrain idéologique que les syndicats. Leurs discours peuvent être attrayants pour des travailleurs et des travailleuses ainsi que pour des syndicalistes. Est-ce que ces nouvelles droites réussiront à s'imposer dans les milieux de travail, en créant des syndicats à leur image, par exemple? Probablement pas. Il apparaît plus réaliste que ces droites s'attaquent aux syndicats en modifiant les lois du travail pour ainsi limiter leur pouvoir.

## **Des discours dangereux et attrayants, même pour des syndicalistes**

Connaissez-vous Adrien Arcand, le führer canadien?

L'excellente [biographie rédigée par Jean-François Nadeau](#) retrace le parcours de cette figure marquante du fascisme canadien. Avec beaucoup d'humour et de justesse, *Le Monde ouvrier* a affectueusement qualifié ce sulfureux personnage de «[grand fourreur](#)». Et pourtant, son métier ne consistait pas à transformer des peaux en fourrure... À ses débuts, Adrien Arcand était journaliste. Il a fondé son propre syndicat à *La Presse* et a été congédié pour activités syndicales. Son père n'était nul autre que [Narcisse Arcand](#), organisateur syndical pour la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique (syndicat international) et militant pour le Parti ouvrier, dont le programme peut être qualifié de progressiste. Adrien Arcand demeure un cas d'exception, mais son histoire doit servir de leçon : l'exposition au syndicalisme et à ses vertus ne constitue pas toujours un vaccin contre le virus des droites extrêmes et radicales. Autrement dit, les syndicalistes ne sont pas différents du reste de la population et peuvent être tout aussi réceptifs à certaines idées.



Aux dernières élections québécoises, plusieurs personnes impliquées dans leur syndicat, notamment dans les secteurs de la [santé](#) et des [services de garde](#), se sont présentées pour le Parti conservateur du Québec alors que celui-ci est profondément antisyndical. De manière anecdotique, nous avons probablement tous et toutes entendu des histoires de militantes et de militants syndicaux qui soutenaient directement ou indirectement le parti d'Éric Duhaime. Plusieurs sondages montrent qu'un pourcentage significatif de personnes syndiquées appuient des partis de droite. Selon Abacus, 36 % des Canadiennes et des Canadiens syndiqués du secteur privé et 34 % de ceux du secteur public [avaient l'intention de voter pour le Parti conservateur du Canada en 2023](#). Lors de nos entretiens avec les affiliés de la FTQ, nous avons pu constater que des personnes au sein des structures syndicales ont des affinités très fortes avec des partis de droites radicales ou font la promotion d'idées extrêmes. Heureusement, ces cas sont minoritaires, voire marginaux. Le Québec n'est pas seul dans cette situation. En France, le Rassemblement national (parti d'extrême droite) obtient de très bons résultats électoraux chez les travailleurs et les travailleuses en plus d'attirer des syndicalistes dans ses rangs, notamment [Fabien Engelmann](#), [Frédéric Weber](#) et [Matthieu Valet](#).

## Des discours pro-travailleurs (en apparence)

Le [Parti conservateur du Canada de Pierre Poilievre](#) a récemment voté en faveur d'un projet de loi pour interdire les scabs. Pourtant, ce parti politique est reconnu pour s'opposer aux initiatives qui favorisent les syndicats et les travailleurs et travailleuses. Pierre Poilievre a même tenté d'[abolir la formule Rand](#) pour la fonction publique fédérale. Comment expliquer un tel revirement? Dans le cas du PCC, on peut raisonnablement considérer qu'il s'agit d'opportunisme visant à séduire certains pans de l'électorat.

Parmi les nouvelles droites un peu partout dans le monde, on constate que leurs programmes ne sont pas nécessairement opposés aux revendications des syndicats. Souvent, de tels partis politiques sont en accord avec un renforcement du filet social, une bonification du salaire minimum, la protection du pouvoir d'achat ou encore la création d'emplois de qualité. Cela dit, il existe certaines tensions entre ceux et celles qui ont une vision plus néolibérale de l'économie et d'autres qui favorisent un plus grand rôle de l'État pour répondre aux besoins de la population. Le tout peut devenir passablement complexe, surtout lorsque sont mélangés des idées des nouvelles droites sur l'immigration avec des discours en faveur de la classe ouvrière, comme c'est le cas d'une [politicienne allemande provenant de la gauche](#) qui a décidé de fonder un nouveau parti politique.

Les syndicats doivent toutefois se méfier des conversions un peu trop soudaines. Le plus souvent, les nouvelles droites adoptent des discours pro-travailleurs uniquement en apparence ou de manière utilitaire pour soutenir d'autres pans de leurs programmes, par exemple pour décrier les impacts de l'immigration ou pour soutenir un agenda nationaliste. Pierre Poilievre fait de même en réclamant des [baisses d'impôt](#) pour les travailleurs et les travailleuses alors que ce sont les plus riches qui profitent le plus d'une telle mesure. Aussi, la promotion d'idées progressistes, que ce soit en matière d'emploi ou de protection sociale, peut également servir à rendre acceptables d'autres positions pourtant extrêmes, comme les déportations de masse (remigration) sous prétexte de protéger les emplois ou l'accès au logement. Plusieurs syndicats à travers le monde effectuent du travail constant de décryptage pour démontrer que sous un vernis pro-travailleur, ces nouvelles droites agissent systématiquement contre les intérêts des travailleurs et des travailleuses. C'est le cas par exemple du [Rassemblement national en France](#).

## Des critiques du capitalisme et de la mondialisation

«Ensemble, nous allons poursuivre le combat pour défendre nos usines, nos emplois et lutter contre la désindustrialisation de notre pays.» [Cette phrase](#) aurait pu être rédigée par un syndicat, mais elle est en fait issue du Rassemblement national. Plusieurs nouvelles droites formulent des critiques très vigoureuses sur la manière dont le capitalisme fonctionne, notamment sur la mondialisation, le libre-échange ou la désindustrialisation. De tels discours rejoignent les travailleurs et les travailleuses qui vivent dans l'insécurité économique et qui ne sont pas très optimistes face à l'avenir. Bien que les nouvelles droites dénoncent les impacts de la mondialisation, elles remettent rarement en question le fait que les inégalités sociales découlent du capitalisme lui-même. Elles vont plutôt pointer du doigt certains groupes, comme les élites transnationales qui auraient trahi le peuple. Initialement, les syndicats se sont vigoureusement opposés aux accords de libre-échange. Aujourd'hui, leur positionnement apparaît plus nuancé face à des droites virulentes qui contestent agressivement l'ordre économique établi.

Les nouvelles droites vont également désigner les autres pays, notamment la Chine et l'Inde, comme des compétiteurs déloyaux qui mettent en péril les emplois d'ici. Il faut reconnaître que de tels discours sont attrayants pour les travailleurs et les travailleuses, surtout ceux et celles dont l'emploi est menacé par une forte concurrence internationale. En outre, selon certains, des syndicats ont déjà eu recours à une telle [rhétorique nativiste](#) dans le but de mobiliser leurs membres. Le [Projet 2025](#), un programme politique réactionnaire rédigé par le *Heritage Foundation*, reprend ces arguments et demande même d'inclure des dispositions plus robustes en matière de travail dans les accords de libre-échange afin d'identifier les pires abus. Plusieurs

syndicats, dont la FTQ, formulent de telles demandes depuis l'adoption des premiers accords de libre-échange.

## Des syndicats trop *wokes*

Combien de fois a-t-on entendu que les syndicats ne sont pas démocratiques, représentent mal leurs membres et conséquemment, ne peuvent pas vraiment parler en leur nom. Les nouvelles droites formulent les mêmes critiques, mais pour des motifs différents. Aujourd'hui, [les syndicats seraient trop wokes](#), c'est-à-dire qu'ils se concentreraient uniquement sur les enjeux de justice sociale et de luttes aux discriminations (racisme, sexisme, transphobie). Ces syndicats, au service de la cause *woke*, seraient [incapables de faire des compromis, défendraient inadéquatement leurs membres](#) et dépenseraient sans compter l'argent des membres sur des questions qui n'ont rien à voir avec leurs préoccupations. Les syndicats seraient donc trop éloignés de leur principale activité, c'est-à-dire la négociation des salaires et des autres conditions de travail, ce que certains appellent le *core business*. De telles critiques sont également adressées aux partis de gauche. Cependant, même si les syndicats parlent davantage de justice sociale, il importe de souligner que leurs combats restent ancrés dans la réalité de leurs membres.

Il faut reconnaître que ces arguments trouvent une résonance parmi les personnes syndiquées. Lors de nos rencontres, nous avons parfois entendu que les syndicats devaient se recentrer sur leur principale activité et cesser de s'éparpiller dans de multiples combats. [Selon une étude de cas du Danemark](#), les membres qui appuient les droites radicales sont également plus nombreux à percevoir leur syndicat comme un simple service et estiment que celui-ci ne devrait pas s'occuper de justice sociale ou de lutte contre les discriminations. On peut raisonnablement penser qu'un tel constat s'applique dans d'autres pays.

Ces questions ne sont pas nouvelles et se sont posées depuis les débuts du mouvement syndical. À l'origine, l'*American Federation of Labor* (AFL) prônait un syndicalisme pur et simple (*pure and simple unionism*) qui devait se concentrer uniquement sur l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Mais les syndicats ont rapidement compris que même si la négociation collective demeurerait essentielle, elle était insuffisante pour répondre adéquatement aux besoins des membres. L'action politique est nécessaire dans toutes sortes de facettes de la vie des travailleurs et des travailleuses, notamment pour la santé et la sécurité au travail, l'assurance-emploi, l'assurance maladie ou les lois du travail. Il s'agit là encore de combats syndicaux qui mobilisent le plus clair du temps de la FTQ. Les débats sur les ressources que les syndicats utilisent pour certaines causes sont légitimes, mais doivent s'effectuer au bon endroit, c'est-à-dire dans les instances démocratiques. En qualifiant les syndicats de *wokes*, les nouvelles droites cherchent essentiellement à diviser les travailleurs et les travailleuses ainsi qu'à discréditer l'action politique des syndicats. Nous pouvons avoir certains désaccords, et cela est tout à fait normal, mais il ne faut pas tomber dans ce piège tendu par les nouvelles droites.

## Des syndicats trop proches des employeurs?

Avec la vague actuelle de populisme qui s'attaque inlassablement aux diverses institutions comme les médias, les syndicats ne sont pas épargnés. Ceux-ci ont souvent été dépeints comme faisant partie d'une élite déconnectée. Parmi les nouvelles droites, plusieurs estiment que les syndicats sont trop proches des employeurs. Cela est particulièrement frappant dans les pays qui ont une forte tradition de dialogue social ou d'implication syndicale dans l'entreprise. En Allemagne, par exemple, [le syndicat Zentrum](#) prétend qu'IG Metall est de connivence avec l'employeur. Paradoxalement, ces mêmes droites critiquent aussi les syndicats pour leur engagement dans une lutte des classes qu'ils jugent stérile, plutôt que de se mettre en action pour le

bien de la nation. Les syndicats seraient donc simultanément trop près des employeurs et enfermés dans une logique conflictuelle avec ces mêmes employeurs. Suivez-vous leur raisonnement? Nous non plus. Au Québec, il existe une forte tradition de dialogue social, en comparaison avec le reste de l'Amérique du Nord. Conséquemment, le mouvement syndical québécois pourrait être vulnérable à de telles critiques, notamment en raison de l'implication de certains syndicats dans des organismes comme la [CNESSI](#), le [CCTM](#) ou la [CPMT](#).

## Une offensive renouvelée contre le régime de relations de travail

Le mouvement syndical est confronté depuis des décennies à des attaques de la part de la droite quant au régime de relations de travail. La FTQ a d'ailleurs produit des documents sur le sujet lors de son [30<sup>e</sup> Congrès \(2013\)](#) et dans le cadre de la campagne [Ensemble pour un monde plus juste](#).

Durant nos entretiens avec les syndicats affiliés, plusieurs nous ont fait part de craintes par rapport à la formule Rand (retenue syndicale obligatoire), l'utilisation des cotisations à des fins politiques, le système d'accréditation par cartes, le droit de grève ou encore la transparence des états financiers. Ce sont là des attaques auxquelles les syndicats s'attendent de la part d'une droite plus conventionnelle qui souhaite réduire l'influence des syndicats dans la société.

L'actuel premier ministre du Québec, François Legault, a déjà préconisé de «[moderniser les syndicats](#)» en 2014 avant de se raviser. À Ottawa, les conservateurs ont tenté d'imposer deux lois antisyndicales, [C-525 et C-377](#), lesquelles ont heureusement été abrogées après les élections de 2014. On sait également que l'actuel chef, Pierre Poilievre, est un adepte

des [lois right-to-work](#) qui aboliraient la formule Rand comme on la connaît. Dès leur arrivée au pouvoir, les nouvelles droites ont tendance à limiter les droits syndicaux de manière directe, par des changements législatifs, ou indirecte par des nominations partisans dans les instances et tribunaux du travail. Pensons aux [États-Unis](#) à l'[Argentine](#) et à l'[Italie](#).

Avec la montée des nouvelles droites, ces dangers ne disparaîtront pas et la FTQ doit demeurer vigilante. Ce que nous avons lu et entendu en provenance des États-Unis et de divers pays européens nous a profondément perturbés. Évidemment, la menace ultime serait de revivre une situation similaire à celle des [syndicats allemands](#) sous le régime nazi, soit l'interdiction du syndicalisme libre, l'abolition de la négociation collective et la confiscation des fonds syndicaux. Il s'agit là d'un scénario catastrophe très peu probable à court terme, mais pas impossible. L'antisindicalisme des nouvelles droites ne se manifeste pas exactement de la même manière et prend des formes différentes. On cherche moins à s'attaquer frontalement aux syndicats qu'à les miner de l'intérieur et à redéfinir leurs rôles. Dans certains cas, on prétend que les syndicats se sont éloignés de leur mission d'origine (*core business*) et que des mesures sont nécessaires pour les ramener dans le droit chemin. Examinons tour à tour plusieurs de ces propositions pour mieux comprendre en quoi elles constituent une menace pour le mouvement syndical.

## S'ingérer dans la démocratie syndicale

Au Québec et au Canada, il existe très peu d'encadrement de la démocratie syndicale et c'est tant mieux! Les syndicats sont donc libres d'adopter et de modifier leurs propres statuts et d'élire leurs représentants et leurs représentantes comme bon leur semble. Ultimement, les syndicats sont redevables à leurs membres. Cependant, les nouvelles droites proposent de s'ingérer de multiples façons dans la vie démocratique des syndicats. Par exemple, elles

pourraient vouloir appliquer une politique de préférence nationale (ou priorité nationale) aux syndicats, comme le propose le Rassemblement national dans son [programme politique](#). Concrètement, cela donnerait au législateur le pouvoir d'émettre des conditions pour l'accès aux fonctions syndicales des résidentes et des résidents étrangers. Autrement dit, on s'ingère directement dans la démocratie syndicale en créant deux catégories de membres syndiqués n'ayant pas les mêmes droits : les citoyens et les non-citoyens. Procéderait-on à une simple interdiction à l'instar de la Loi sur les syndicats professionnels avant la contestation devant les tribunaux (voir encadré) ou pourrait-on instaurer des conditions? Cela va non seulement à l'encontre des valeurs de la FTQ, mais aussi du droit international, en particulier de la [convention n° 87 de l'OIT](#). La priorité nationale pourrait s'étendre également en matière de santé et sécurité du travail, par exemple pour l'accès aux fonctions de représentant ou représentante en santé et sécurité du travail (RSS) ou encore pour siéger au comité de santé et sécurité.

#### Une loi discriminatoire

L'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) a [contesté plusieurs des dispositions](#) de la *Loi sur les syndicats professionnels*, lesquelles «empêchent les travailleurs qui n'ont pas la citoyenneté canadienne d'occuper un emploi dans un syndicat ou de briguer un mandat au sein du conseil d'administration». La Cour supérieure a donné raison au syndicat et suspend l'application de certaines parties de la loi pendant 12 mois, le temps que le législateur intervienne. Comme quoi, certaines lois québécoises contiennent des éléments de priorité nationale!

Ensuite, les droites identitaires et conservatrices pourraient restreindre l'accès à des fonctions syndicales non seulement sur la base de la citoyenneté, mais aussi selon d'autres critères. Et c'est là que des précédents comme la *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi 21) sont particulièrement préoccupants. Dans un contexte où les syndicats sont encadrés par des lois et qu'ils ont autant de droits que de



responsabilités, pourrait-on aller jusqu'à interdire le port de signes religieux pour des personnes élues ou conseillères dans une optique de promotion de la laïcité? Pourrait-on aussi interdire l'accès à des fonctions syndicales à des personnes sur la base de leurs convictions politiques? Cela fait un peu plus de 70 ans que l'Union nationale de Maurice Duplessis a fait adopter le [Bill 19](#) qui donnait à la Commission des relations ouvrières « le pouvoir de retirer l'accréditation syndicale à tout syndicat dont elle trouverait un membre coupable d'activités communistes ». Peut-on s'imaginer le Tribunal administratif du travail faire de même pour des syndicats considérés comme trop *wokes*?

Aussi, les nouvelles droites pourraient chercher à restreindre les organisations de travailleurs et travailleuses à la seule fonction de négociation des conditions de travail, limitant ainsi leur rôle à cet aspect précis. Notons que ce sont surtout les centrales syndicales et grands syndicats qui ont des ressources et des moyens en matière d'action politique et donc, qui peuvent s'opposer à ces nouvelles droites avec efficacité. Une telle mesure aurait pour conséquence d'affaiblir le rapport de force des syndicats. Comme recommandé par la droite économique depuis des décennies, les nouvelles droites pourraient également être tentées d'[interdire l'utilisation des cotisations syndicales à des fins politiques](#), ce qui viendrait fragiliser les grandes organisations syndicales.

#### La CAQ se mêle de ce qui ne la regarde pas!

Le 1<sup>er</sup> mai 2024 (ça ne s'invente pas), la CAQ a déposé [une motion](#) à l'Assemblée nationale qui «déploie que des cotisations de travailleurs, lesquels bénéficient d'une exemption fiscale représentant une dépense importante pour l'État québécois, servent à une contestation judiciaire de la *Loi sur la laïcité de l'État*». Non, mais de quoi la CAQ se mêle-t-elle? L'utilisation des cotisations syndicales ne concernent personne d'autre que les membres. Le gouvernement n'a pas à s'ingérer dans la manière dont l'argent syndical est dépensé. Et si tous les groupes, individus et entreprises qui bénéficient d'exemptions fiscales au

Québec doivent s'abstenir d'être en désaccord avec le gouvernement, aussi bien dire qu'on interdit toute forme de contestation». En outre, le [crédit d'impôt](#) pour cotisations syndicales et professionnelles (donc pas uniquement les syndicats) a coûté 154,5 millions de dollars sur un total de 47 milliards, ce qui équivaut à 0,36 % de toutes les dépenses fiscales. Dépense importante? Mon œil.

## Pervertir le devoir de juste représentation

La droite a toujours eu en horreur l'utilisation des cotisations syndicales à des fins politiques. Les nouvelles droites pourraient emprunter le même chemin; cela est tout à fait possible. Mais il est aussi probable qu'elles visent à saboter les syndicats de l'intérieur en mobilisant des membres radicalisés. Explications. Aux États-Unis, le Projet 2025 propose de revoir le devoir de juste représentation pour empêcher les syndicats de se positionner et de consacrer des ressources à des enjeux *wokes* ou de gauche (*left-wing culture war issues*) qui iraient à l'encontre des intérêts d'une partie des membres syndiqués. L'idée étant que tout syndicat prenant des positions sur de tels sujets est considéré comme étant en situation de «conflit d'intérêts politique». Petite parenthèse : le devoir de juste représentation visait à l'origine à favoriser la cohésion des travailleurs et des travailleuses. Rappelant le contexte historique de cette disposition, [Dorval Brunelle écrit que celui-ci](#) «est le produit d'une démarche judiciaire par laquelle des salariés de race noire, lésés par les décisions du syndicat constitué d'une majorité blanche, souhaitaient être admis à défendre leurs propres intérêts».

Ironique, non, que cela soit ainsi récupéré par la droite?

Comme le modèle américain partage plusieurs similitudes avec celui du Québec, on peut déjà prévoir les conséquences d'une telle modification. Concrètement, cela signifie que des membres syndiqués pourraient déposer des plaintes pour manquement au devoir de représentation (le fameux article 47.2 du *Code du travail*) lorsqu'ils

estiment que leur syndicat a pris parole ou consacré des ressources sur des enjeux qui débordent le strict cadre du milieu de travail. Pensons à un soutien à une manifestation en faveur du droit à l'avortement, un appui à des candidats ou des candidates lors d'une élection, la publication d'un tract pour protéger le système d'assurance maladie, une prise de position pour les droits des personnes transgenres, la lutte contre le racisme, etc. Non seulement cela mettrait les syndicats sur la défensive et dans une posture constante d'autocensure, mais on les empêcherait de jouer leur rôle d'agent de changement social. On viendrait également s'ingérer dans la démocratie syndicale puisque les membres ne pourraient plus prendre collectivement des décisions. De plus, les syndicats seraient certainement inondés de plaintes venant d'une minorité de membres alignés sur les idées des nouvelles droites, engendrant des coûts énormes et perturbant leur fonctionnement normal.

Une autre façon de s'attaquer à la capacité des syndicats de défendre l'ensemble de leurs membres consiste à affaiblir les droits et libertés et renforcer l'arbitraire patronal. [Pour les conservateurs du Projet 2025](#), les employeurs devraient avoir le droit de mener leurs affaires selon leurs croyances. Concrètement, cela signifie qu'une personne LGBTQIA2+ pourrait être congédiée de manière tout à fait légale si l'employeur estime que cela va à l'encontre de ses valeurs ou de sa religion, laissant ainsi le syndicat sans moyen de défense face à de telles discriminations. On pourrait même dire que la *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi 21) a empêché les syndicats de défendre les personnes salariées, notamment les femmes portant le voile, qui sont spécifiquement visées par la loi. Ainsi, le législateur québécois aurait déjà affaibli la portée du devoir de juste représentation.

## Limiter le champ du négociable

Au Québec, les syndicats sont libres de négocier sur un large éventail de sujets tant que cela n'interfère pas avec des lois d'ordre public, par

exemple les normes minimales du travail. À cet égard, les syndicats ont souvent été à l'avant-garde du progrès social en revendiquant et en obtenant des congés parentaux ou la reconnaissance des unions de même sexe. La droite plus traditionnelle souhaite évidemment restreindre le droit de négocier, que ce soit en imposant des conditions de travail par voie législative ou en [plafonnant les augmentations](#) salariales possibles. Le Québec a d'ailleurs connu son lot de lois spéciales, comme le rappelle l'ouvrage [Grève et paix](#). D'autres États américains, comme le [Wisconsin](#), ont réduit comme peau de chagrin le pouvoir de négociation des syndicats du secteur public. Le *Code du travail* au Québec contient déjà des limitations importantes pour les syndicats, notamment quant au droit de grève, et rien n'exclut de nouvelles restrictions au pouvoir de négociation.

Dans une perspective de guerre contre le *wokisme* et parce que les syndicats ne représenteraient pas adéquatement les intérêts de leurs membres, les nouvelles droites demandent dorénavant de limiter ce qui peut faire l'objet de négociation. En restreignant le champ d'action des syndicats à certains enjeux comme les salaires, on cherche à miner leur capacité à faire progresser la justice sociale. Le [Projet 2025](#) énonce quelques-unes de ces possibilités. Pour les avantages sociaux, on souhaite que les États américains puissent exclure certains soins, notamment en matière d'avortement. Cela empêcherait les syndicats de négocier des assurances collectives qui correspondent aux besoins de tous leurs membres, particulièrement les femmes. Avec l'aversion totale des nouvelles droites envers les mesures de diversité et d'inclusion, on envisage d'interdire la collecte de certaines données sociodémographiques (ex.: race, identité de genre, etc.) et d'empêcher les syndicats de négocier des programmes d'accès à l'égalité. Aux États-Unis, un [think tank réactionnaire](#) estime que les conventions collectives du secteur de l'éducation servent à imposer l'idéologie *woke* aux élèves ainsi qu'au personnel enseignant. Dans ce cas-ci, le législateur pourrait interdire aux syndicats de négocier certaines dispositions et permettre à l'employeur de prendre seul de

telles décisions, par exemple pour ce qui est des méthodes pédagogiques ou des sujets pouvant être abordés en classe.

Sans droit de grève, la libre négociation devient pratiquement une coquille vide. Or, les nouvelles droites pourraient bien piger dans les revendications traditionnelles de la vieille droite économique qui cherche depuis longtemps à restreindre au maximum la possibilité pour les travailleurs et travailleuses de faire grève. Pensons à l'élimination des dispositions anti-briseurs de grève qui sont souvent dépeintes comme une contrainte économique excessive ou encore l'élargissement des services essentiels où tout devient essentiel, y compris l'activité économique. Lorsque vient le temps de « protéger la nation » contre les syndicats *wokes*, tous les coups semblent permis!

## Casser le monopole de représentation syndicale

Au Québec et au Canada, les lois du travail reconnaissent que le syndicat exerce un monopole de représentation, ce qui est aussi le cas aux États-Unis. Il s'agit là d'une des caractéristiques [du modèle du Wagner Act](#). Ce dernier fonctionne très bien pour certains secteurs de l'économie, notamment la grande entreprise et les secteurs public et parapublic, mais il est moins adapté à d'autres endroits. Cela prive donc la majorité des travailleurs et des travailleuses d'un véhicule collectif pour porter leurs demandes et revendications. Dans le milieu universitaire, plusieurs voix progressistes ont élaboré des [pistes de solution](#) à cet effet, dont celle du syndicalisme minoritaire, soit l'accréditation d'un syndicat représentant moins de 50% des travailleurs et des travailleuses.

La gauche n'est toutefois pas la seule à proposer des modifications au *Wagner Act*. Les nouvelles droites ont également des idées. Et pas toujours des bonnes. Selon le [Projet 2025](#) (États-Unis), «la législation fédérale n'offre aucune solution de rechange aux syndicats dont

l'approche conflictuelle n'est pas attrayante pour la majorité des travailleurs et des travailleuses». Contrairement à ce qui prévaut depuis des décennies, on recommande d'assouplir la loi pour permettre la création d'organisations conjointes entre personnes salariées et employeur afin de discuter des enjeux liés au milieu de travail de manière non conflictuelle. Sous l'illusion d'une «démocratie» sans syndicat, cet assouplissement ouvrirait la porte aux demandes de révocation d'accréditation ou à la formation de syndicats «indépendants», lesquels pourraient s'avérer impuissants face à un employeur qui ne sent plus la menace d'un véritable contre-pouvoir. Il pourrait également être possible de mettre sur pied des syndicats contrôlés et financés par l'employeur, ce qui serait un recul inacceptable pour les travailleurs et travailleuses. En effet, il est connu qu'une baisse du taux de couverture syndicale est associée à de plus grandes inégalités.

Dans les États américains ayant adopté des lois *right-to-work*, la cotisation syndicale est volontaire, mais le syndicat doit quand même défendre l'ensemble des membres. Cela entraîne un problème de resquilleurs (*free riders*), où certains bénéficient des avantages négociés sans contribuer financièrement, ce qui limite les ressources des syndicats et les affaiblit. Les lois *right-to-work* sont souvent présentées comme un cauchemar, mais des conservateurs américains veulent faire encore pire en mettant fin au monopole de représentation syndicale. Ceux-ci souhaitent permettre aux personnes salariées de négocier individuellement leurs conditions de travail ou de désigner une personne pour les représenter. Cela pourrait ouvrir la porte à la constitution de syndicats minoritaires qui peuvent être très à droite ou de connivence avec l'employeur. Dans un tel modèle, le syndicat majoritaire n'aurait plus à se préoccuper des membres qui ne paient pas leur cotisation, mais il pourrait devoir composer avec des organisations concurrentes qui minent sa légitimité et son influence directement dans les milieux de travail. En bout de piste, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui perdent au change, confrontés à une

fragmentation de leur représentation et à une possible dilution de leur pouvoir de négociation collective.

## Une présence limitée sur le terrain

Les nouvelles droites ne font pas que transmettre des idées dans l'espace public. Elles sont également actives sur le terrain. Bien que certaines de leurs stratégies puissent être violentes, par exemple [le saccage des bureaux de la CGIL en Italie](#) ou [l'intimidation de médias au Québec](#), elles restent généralement peu visibles dans les milieux de travail et encore moins dans les syndicats. De manière anecdotique, nous avons entendu des histoires préoccupantes qui nécessitent une certaine vigilance, mais il n'y a aucun signe que ces incidents soient généralisés. Cela dit, il n'est pas inintéressant de regarder comment l'extrême droite, sans grand succès pour l'instant, a tenté de saboter les syndicats en Europe. Comme on dit, une personne avertie en vaut deux!

## Créer des syndicats très à droite

Dans plusieurs pays d'Europe, les partis d'extrême droite ou de droite radicale ont tenté de mettre sur pied des syndicats à leur image. Fort heureusement, ces initiatives se sont généralement soldées par des échecs. En France, [les syndicats ont veillé au grain](#) et ont réussi à empêcher le Front national de créer des syndicats d'extrême droite. [En Allemagne](#), il existe le syndicat de droite radicale Zentrum, mais il est très peu présent et influent dans les milieux de travail. [En Flandre \(Belgique\)](#), le parti d'extrême droite *Vlaams Belang* a tenté sans succès de créer une nouvelle organisation syndicale en essayant de recruter les membres qui avaient été exclus des trois principaux syndicats pour leur implication dans ce parti politique. Même dans des pays où les droites radicales et extrêmes récoltent un pourcentage significatif du vote lors d'élections, les syndicats qui tirent à droite n'ont pas eu le succès escompté.

Il est donc très peu probable que ceux-ci réussissent à s'implanter au Québec. Il existe des tensions et des incohérences impossibles à résoudre. En effet, la philosophie même de ces syndicats de droite entre en contradiction avec une des missions fondamentales du syndicalisme qui consiste à défendre tous les membres sans distinction aucune. Pour les syndicats influencés par de telles droites, il n'y a qu'une seule solidarité: [celle de la nation](#). On exclut donc tous ceux et celles qui ne sont pas considérés comme en faisant partie tout en niant l'existence de divergences d'intérêts entre employeurs et personnes salariées. En revanche, pour la grande majorité des syndicats actuels, bâtir une solidarité entre tous les travailleurs et les travailleuses apparaît crucial pour construire un rapport de force efficace face aux employeurs.

## Infiltrer les syndicats

De manière générale, les nouvelles droites ne sont pas suffisamment bien organisées pour infiltrer efficacement les syndicats et perturber leur fonctionnement, par exemple en essayant de saboter les instances ou les assemblées. D'après nos entretiens, il semblerait que les personnes syndiquées qui adhèrent à des idées de droite radicale ou d'extrême droite ne font généralement pas confiance aux syndicats, et conséquemment, participent peu à la vie syndicale et ne s'y impliquent guère. En outre, la grande majorité des syndicats apparaissent bien équipés pour faire face à un tel péril, avec une culture forte, des valeurs affirmées et des statuts robustes. Selon nous, cette stratégie ne constitue pas une menace réelle à moyen ni même à long terme.

---

# CHAPITRE 5



## Passer à l'action

**Comment faire face à la montée des nouvelles droites? On peut se pincer le nez et espérer que ça passe. Le danger est de se retrouver dans la même situation qu'aux États-Unis où, selon certains, [les syndicats sont mal outillés](#) pour constituer un contrepoids à la progression de l'extrême droite et du fascisme. Il faut donc agir plus tôt que tard.**

Il faut donc agir plus tôt que tard. En 2021, la Confédération européenne des syndicats (CES) a par exemple adopté une feuille de route comprenant [15 actions à mettre en œuvre](#). Il n'existe pas de solution unique et les organisations syndicales devront choisir les mieux adaptées à leur contexte. Quelques bonnes pratiques plus généralisables méritent cependant d'être présentées pour inspirer les différents acteurs préoccupés par le phénomène.

## **Sur le plan des idées : s'engager dans la «guerre culturelle»**

### Réaffirmer nos valeurs syndicales

En tant que centrale, la FTQ a la responsabilité de se porter à la défense de la démocratie à tous les niveaux de la société et de combattre les nouvelles droites qui cherchent à affaiblir le pouvoir des travailleurs et des travailleuses. Elle doit accompagner et soutenir ses syndicats affiliés ainsi que ses conseils régionaux dans cette lutte. Cela implique d'avoir des positions claires, de les faire connaître auprès des membres et du public et de dénoncer lorsqu'elles sont attaquées, comme le fait la [CFDT avec la démocratie](#).

**Aussi, il apparaît essentiel de souligner (et de répéter) que les valeurs de la FTQ sont aux antipodes de celles des nouvelles**

**droites. Ses Statuts, en particulier à son article 4, reflètent cette opposition en détaillant les fins et les moyens de la centrale. Certains sont plus pertinents pour notre propos. Les voici :**

b) défendre les principes du syndicalisme libre;

d) combattre toute forme de discrimination pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de grossesse, d'orientation sexuelle, de l'identité ou de l'expression de genre, d'état civil, d'âge sauf dans les mesures prévues par la loi, de religion, de convictions politiques, de langue, d'origine ethnique ou nationale, de condition sociale, ou de handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap;

f) travailler à instaurer au Québec un régime de justice sociale, de dignité de l'individu et de liberté démocratique;

i) défendre la liberté de l'information et encourager la presse syndicale de même que tout autre moyen d'assurer l'information des travailleurs et travailleuses;

Défendre le syndicalisme, combattre les discriminations, promouvoir la démocratie et assurer la liberté d'information : voilà des principes inscrits au cœur des statuts de la FTQ depuis des décennies, et même depuis sa création. La lutte aux idées toxiques ne constitue donc pas une activité périphérique, mais fait partie de son *core business*. Malheureusement, les statuts de la centrale, ses valeurs et sa raison d'être sont souvent peu connus des membres. Il y aurait lieu de mieux les communiquer. C'est la première étape pour positionner la FTQ, sans équivoque, contre le projet politique des nouvelles droites.

Un retour dans le passé montre également que la FTQ se préoccupait de certains courants politiques. Dans les premiers statuts de la centrale, de ses débuts en 1957 jusqu'à l'imposante réforme statutaire de 1965, on pouvait y lire qu'elle se donnait comme fins et buts de :

...protéger le mouvement syndical contre toute influence corruptrice et toute tentative de saper son action de la part d'organisations communistes, fascistes ou autres organisations totalitaires dont la philosophie et les moyens d'action sont contraires à l'exercice de la démocratie et du syndicalisme libre.

– **FTQ, Modifications aux statuts, 10<sup>e</sup> Congrès, 1967, p.1 (article 2, section 1, paragraphe 9).**

Pourquoi cette section des statuts a-t-elle été retirée? Il faudrait fouiller dans les archives pour en avoir le cœur net, mais on peut penser qu'elle était tombée en désuétude considérant l'affaiblissement des forces fascistes après la Deuxième Guerre mondiale et d'un anticommunisme moins virulent dans les années 1960 avec la fin du maccarthysme et du duplessisme. Dans le contexte actuel, serait-il pertinent de réintégrer de telles dispositions (avec les adaptations qui s'imposent) pour lutter contre la montée des nouvelles droites? La question mérite d'être soulevée.

## Être présents sur toutes les tribunes

Les leaders syndicaux doivent exprimer clairement leur opposition face à la montée des nouvelles droites et participer activement à la lutte contre l'extrême droite. Cet engagement envoie un signal d'appui fort pour les militants et les militantes. Le mouvement syndical a toujours été à la pointe du combat. C'est une question de survie! [À la CFDT](#), l'ancien secrétaire général, Laurent Berger a répété inlassablement que son organisation allait toujours se battre contre l'extrême droite. Il en est de même de la CGT et de son ex-dirigeant, Philippe Martinez. Sans compromis, sans ambiguïté! Au Canada, plus récemment, [la présidente du Congrès du travail du Canada \(CTC\)](#), Bea Bruske, a démenti les propos du chef conservateur Pierre Poilievre qui se dit l'allié des travailleurs et travailleuses. En début d'année, la présidente de la

FTQ, [Magali Picard](#), s'est aussi positionnée en affirmant que les valeurs de ce dernier étaient loin de celles de la centrale

## Décrypter les nouvelles droites

Les nouvelles droites se présentent souvent comme les grands défenseurs des travailleurs et travailleuses et du « monde ordinaire ». La montée de l'insécurité et de la précarité est en soi une opportunité pour les groupes et les partis politiques qui s'inscrivent dans ce courant. Ils peuvent facilement pointer du doigt l'échec des institutions et de l'*establishment* à protéger les plus vulnérables. Certains partis vont même proposer des mesures pour charmer la classe ouvrière et donner un vernis social à leur programme. Une tromperie, un écran de fumée, pour usurper le rôle et les fonctions des syndicats. D'où l'importance de démasquer les messages manipulateurs de cette mouvance politique. La FTQ et ses affiliés doivent être alertes pour débusquer les discours radicaux qui sont aujourd'hui très lissés. Il est rare de lire ou d'entendre un parti politique revendiquer ouvertement l'abolition des organisations syndicales ou le renvoi des personnes immigrantes « chez elles ». Il est important d'analyser l'argumentaire, fouiller les propositions, et surtout surveiller leurs actions. Les tenants des nouvelles droites qui cherchent à obtenir du pouvoir et de l'influence adoptent des stratégies truffées de subtilités pour gagner le vote populaire. Par exemple, [le parti d'extrême droite belge Vlaams Belang](#) promet des « mesures sociales » qui peuvent séduire en apparence, mais qui se traduisent par des pertes pour les travailleurs et travailleuses, en particulier les plus vulnérables.

Il faut ainsi décoder le message des droites radicales et extrêmes lorsqu'elles parlent d'enjeux sociaux et du travail. Quand discutent-elles du déséquilibre de pouvoir entre les employeurs et les travailleurs et travailleuses? De la nécessité de taxer les ultrariches, d'investir dans les services publics? Poser la question, c'est y répondre.

L'extrême droite a une profonde aversion envers les syndicats et les représentant-es des travailleur-euses et propose des amendements pour augmenter le nombre de salarié-es à partir duquel des obligations (représentation du personnel, informations...) sont imposées à l'employeur. Il ne manquerait plus que la main-d'œuvre bon marché puisse être représentée et se défendre. Ainsi les députés RN ont proposé un amendement visant à interdire la présence d'étrangers au sein des Instances Représentative du Personnel (IRP) et pour limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles. Leur modèle reste le corporatisme historique et ils ne manquent pas une occasion pour critiquer les mouvements de grève et cognent régulièrement sur notre organisation syndicale.

– Extrait du document de la CGT : *10 points sur lesquels l'extrême droite relève de l'imposture sociale*

## S'engager dans la bataille des idées

Les syndicats sont parfois perçus comme de grosses machines intégrées au système et déconnectés des préoccupations des gens ordinaires même si leurs revendications ont le potentiel d'améliorer concrètement les conditions de vie et de travail de ces derniers. Force est de constater que le mouvement syndical a du retard à rattraper face aux nouvelles droites qui ont repris l'offensive sur le mode de la révolte ou de la rébellion . Pour les combattre, la FTQ doit gagner la bataille des idées. Il ne s'agit donc pas de diaboliser le discours de l'opposant ou de moraliser sans rien proposer. Cela serait contre-productif. Il faut promouvoir une vision qui parle aux gens, qui propose des solutions aux situations qu'ils vivent.

Les syndicats doivent donc reprendre le contrôle du débat selon leurs propres termes. Nous n'avons rien à gagner à [emprunter les thèmes](#) des nouvelles droites ou à tenter de les accommoder. Au contraire, il apparaît nécessaire de soutenir et défendre des mesures progressistes et inclusives qui combattent les inégalités et la précarité. Le projet de société de la FTQ doit faire rêver davantage et susciter la mobilisation. Les syndicats doivent ainsi proposer des alternatives et les pousser sans relâche dans l'arène politique. Par exemple, l'universalité est un principe plus capital que jamais qui peut renverser les injustices grandissantes et l'insécurité économique, tout comme l'importance d'assurer à chaque personne un emploi décent. Même si des revendications syndicales datent de plusieurs décennies, elles sont plus que jamais pertinentes.

Cela dit, nous ne pouvons gagner cette bataille des idées sans une brillante stratégie de communication, un domaine où les nouvelles droites excellent. Il faut donc développer des messages qui rassemblent et mobilisent, et repositionner les revendications syndicales pour intéresser davantage tous les travailleurs et les travailleuses. Il faut être particulièrement actif en période électorale pour influencer l'opinion publique en plaçant les thèmes syndicaux et nos solutions aux problèmes économiques au cœur des débats.

## **Dans les milieux de travail : réduire l'influence des droites**

D'après nos entretiens avec plusieurs syndicalistes, on peut affirmer que les nouvelles droites ne constituent pas une menace sérieuse à l'action syndicale présentement. Il s'agit là d'une bonne nouvelle, mais attention ! Cela ne signifie pas l'absence de problèmes ou que ceux-ci ne puissent pas éventuellement prendre de l'ampleur. Tout en parlant de phénomènes marginaux, ponctuels, on note de plus en plus de

commentaires d'intolérance ou de « blagues » sur des thèmes comme l'identité de genre, la religion, la nationalité et les travailleuses et les travailleurs étrangers temporaires. Une stratégie en deux volets peut constituer un bon point de départ. D'abord, il faut écouter, dialoguer, mais sans moraliser. Ensuite, il peut être nécessaire de mettre des limites si certains propos ou gestes risquent de briser la solidarité.

## Faire preuve d'ouverture

On peut retrouver dans les syndicats des [personnes qui s'associent aux nouvelles droites](#) pour signifier leur mécontentement ou pour protester contre les partis dominants et les institutions. Elles sont souvent animées par des considérations économiques et un sentiment d'insécurité. Syndicalement, nous avons un devoir d'aller à la rencontre de ces membres, de les écouter et d'ouvrir un dialogue.

## Écouter et dialoguer sans moraliser

Selon des experts et des expertes, si des personnes sont attirées par les nouvelles droites c'est qu'elles ont été délaissées et ne se sentent pas écoutées par la gauche. En Allemagne, le syndicat IG Metall explique la montée de ZA (*Zentrum Automobil*, un groupe implanté dans les conseils du travail avec une orientation de droite radicale) par une absence de présence quotidienne de ses représentants et représentantes dans les milieux de travail, une déconnexion avec la base, des relations sous-développées, et une trop grande proximité avec l'employeur. Autrement dit, le bon vieux syndicalisme de terrain s'impose plus que jamais.

L'adhésion à des idées des nouvelles droites peut ainsi témoigner d'une déconnexion ou d'un désenchantement à l'égard des syndicats et des valeurs qu'ils défendent. Maintenir un bon contact avec les membres est une condition essentielle pour ne pas avoir l'air distant ou trop

institutionnalisé. Écouter et questionner permet aussi de mieux comprendre les positions prises par les travailleurs et travailleuses.

#### Pourquoi aller à la rencontre de l'autre?

[...] aller à la rencontre des gens dans une posture d'écoute permet de dépasser les a priori et d'obtenir une vision plus subtile de leur vie quotidienne. Une telle approche offre l'occasion de se mettre à leur place, ne serait-ce qu'un instant, et de considérer leurs problèmes, mais aussi leurs espoirs, avec leurs propres yeux.

– Johannes HILJE, *Les oubliés. Entretiens sur les terres où prospère le vote extrême*, Das Progressive Zentrum, 2022

Faire la morale en diabolisant les nouvelles droites, chercher à dicter le vote ou condamner des individus pour leurs croyances sont des stratégies vouées à l'échec et une invitation à fuir l'organisation syndicale. Dialoguer avec respect est de loin préférable. Et surtout, il faut faire confiance à l'intelligence des travailleurs et travailleuses. Ouvrir la discussion, c'est aussi une occasion pour rappeler les positions et les valeurs du syndicat comme l'équité, la lutte à la discrimination et la solidarité. Convaincre est toujours plus payant que d'ignorer, rejeter ou penser que l'autre a tout faux. Cela dit, on peut rester ferme sur les principes fondamentaux. Comme nous rappelle une personne experte sur la question : «Il faut donc maintenir le lien, mais sans trop concéder sinon on abdique devant le discours de l'autre».

Ainsi, en présence d'une personne qui partage des idées associées à la droite radicale sans qu'elle soit une adepte de tels mouvements, il est recommandé d'aller à sa rencontre pour lui poser des questions, lui demander de motiver ses convictions et expliquer celles du syndicat. On peut par ailleurs l'enjoindre à ne pas imposer ses opinions à ses collègues et à rester respectueuse des autres travailleurs et travailleuses.



## Former pour mieux échanger

L'éducation syndicale est évidemment incontournable pour combattre les nouvelles droites. Elle fournit un lieu pour écouter les membres, dialoguer et partager des idées. La création d'espaces de discussion animés par les pairs, principale approche pédagogique du service de l'éducation de la FTQ, est à privilégier selon plusieurs. Quand cela vient du groupe, l'impact est toujours plus fort.

Le contenu des formations doit permettre d'ouvrir le dialogue sur des enjeux politiques, sociaux et citoyens qui impactent le quotidien des travailleurs et travailleuses (logement, racisme, identité de genre...). Des trousseaux préparées par la FTQ, comme celle sur le [racisme](#), peuvent être utiles à cette fin. Son service d'éducation offre aussi une [formation sur l'action politique](#) qui vise à outiller les militants et les militantes pour agir comme agents multiplicateurs dans leur milieu en mettant en valeur le projet de société de la FTQ.

À la CGT (France), l'éducation interne a été priorisée pour sensibiliser les travailleurs et travailleuses sur la montée des nouvelles droites. Des journées de formation ont été déployées dans toutes les régions pour outiller les militants et militantes sur des sujets comme l'antiracisme et l'antagonisme avec les valeurs et les programmes du Rassemblement national. [Des fiches pratiques](#) ont aussi été produites sur ces thématiques. Le groupe Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA) qui rassemble des syndicats français dans la lutte contre l'extrême droite propose également plusieurs [formations](#) pour contrer la diffusion de telles idées.

## Soutenir par l'exercice d'un leadership collectif

Dans la lutte contre les nouvelles droites, il faut aussi penser au soutien à apporter aux personnes déléguées, conseillères ou élues. Il faut les outiller par la formation, mais aussi les accompagner dans leur rôle de paratonnerre et de gardiens et gardiennes des valeurs syndicales. Une approche à encourager est l'autorégulation et l'exercice d'un leadership collectif. Autrement dit, lorsqu'un membre tient des propos ou pose des gestes blessants ou méprisants envers un autre, il est recadré par le groupe. On évite ainsi de faire porter à quelques individus toute la charge de préserver l'harmonie et le respect au sein du syndicat.

## Mettre des limites claires pour protéger les membres et le syndicat

Comme mentionné antérieurement, la majorité des membres qui adhèrent à certaines propositions des nouvelles droites le font en raison de préoccupations légitimes sur l'économie ou l'emploi, par exemple. Mais une faible minorité d'entre eux soutient ces groupes par idéologie et par conviction profonde. Engager un dialogue apparaît alors non seulement impossible, mais contre-productif. Certains intervenants nous ont même rapporté des cas de conversions radicales où un délégué ayant un bon potentiel de militance s'est rallié aux idées de droite radicale, notamment contre les mondialistes et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les syndicats doivent donc se préparer à de telles situations afin de protéger leurs membres et leur organisation.

### **Se démarquer des nouvelles droites**

Une stratégie employée par la grande majorité des syndicats consiste à se démarquer des idées et des pratiques des nouvelles droites. Il ne faut pas hésiter à rappeler et mettre les limites qui s'imposent en s'appuyant sur les valeurs, les statuts et règlements du syndicat. Les organisations syndicales ont un devoir, celui de combattre un mouvement politique qui menace son projet de société et son

existence. Il importe de faire preuve de courage, être franc et transparent pour indiquer clairement que les discours et les revendications des droites radicales et extrêmes ne seront jamais les bienvenus. Il faut par ailleurs accepter que l'on ne puisse faire adhérer tout le monde aux valeurs syndicales.

Un chercheur à qui nous avons parlé a observé que des directions syndicales, dans certains milieux de travail, ont tendance à se taire et reculer lorsque confrontées à des attaques de personnes adhérant à des mouvements de droite radicale. Elles craignent la réaction des membres, l'isolement ou la critique. En réalité, plusieurs responsables syndicaux peuvent se sentir désemparés, et pour cause. Pour la cohorte de syndicalistes des 20-30 dernières années, le phénomène est relativement récent. Ces personnes ont été formées pour défendre les travailleurs et travailleuses face aux employeurs et non pour gérer les charges, parfois internes, provenant des nouvelles droites. Mais le contexte a changé et de nouveaux réflexes doivent être développés.

L'adoption d'un positionnement sans équivoque par des syndicalistes, autant élus que conseillers, a un impact positif. On nous a rapporté que les membres ayant des idées très à droite ne se sentaient pas à l'aise de partager leurs convictions aux responsables syndicaux qui affirmaient haut et fort les valeurs du syndicat. Dans nos entretiens avec des organisations hors Québec, on mentionne également qu'une telle posture rend le syndicat beaucoup moins attrayant et hospitalier pour les personnes qui soutiennent idéologiquement les nouvelles droites. Elles sont donc moins susceptibles d'occuper des fonctions officielles au sein de l'organisation. Ainsi, mettre des balises claires fait partie des stratégies pouvant être adoptées afin de protéger les milieux de travail, les syndicats et la solidarité.

### **Limiter la propagation des idées toxiques**

Les idées des nouvelles droites doivent être perçues comme des contaminants qui constituent un risque à la santé et la sécurité des travailleurs et des travailleuses ainsi que des personnes élues et conseillères des organisations syndicales. Pour le moment, les idées toxiques des nouvelles droites ne semblent pas constituer un risque majeur, bien que leurs impacts puissent être très négatifs. Il faut rappeler que certains groupes sont plus vulnérables, car directement visés par les discours de ces droites, par exemple, les personnes racisées, issues de l'immigration ou appartenant à des minorités sexuelles. Et comme il faut éliminer les risques à la source, les syndicats doivent jouer un rôle actif pour limiter la propagation des nouvelles droites dans les milieux de travail. Tout en maintenant la stratégie d'ouverture décrite plus haut, il faut aussi intervenir rapidement en présence de comportements ou de propos inappropriés. En gestion de conflit, l'évitement peut permettre de gagner du temps, mais il ne règle pas le différend et contribue à détériorer les relations.

De manière générale, les membres adhérant à des idéologies extrêmes participent peu aux activités syndicales car ceux-ci ne font pas confiance aux institutions, incluant les syndicats. Ils sont donc plutôt en retrait. Face à ces individus très antisyndicaux et radicalisés, des responsables syndicaux nous ont mentionné qu'ils gardaient leurs distances tout en continuant de tendre la main. Cependant, certaines personnes radicalisées peuvent exercer une influence sur le reste de l'unité. Dans ce dernier cas, il importe d'intervenir pour corriger des propos erronés ou discriminatoires envers d'autres membres. Plusieurs actions sont alors possibles en fonction de la gravité des gestes et de leur fréquence : rappeler les valeurs de l'organisation, clarifier le rôle du syndicat, demander que de tels propos cessent, exercer un leadership collectif comme décrit plus haut ou déposer un grief à l'employeur (voir ci-bas).

Les syndicats peuvent aussi assurer un rôle de vigie en surveillant les communications verbales ou écrites qui circulent sur les lieux de travail.

Si elles outrepassent la liberté d'expression et qu'elles renvoient à des idées racistes, sexistes ou autres qui heurtent les valeurs du syndicat, ils peuvent faire cesser leur diffusion. Les syndicats peuvent également s'appuyer sur les politiques des employeurs concernant l'affichage et la distribution de contenus. C'est toutefois principalement sur les réseaux sociaux que se manifestent les idées toxiques des nouvelles droites. Dans certains syndicats, des conseillers et des conseillères modèrent les commentaires sur leurs pages (Facebook, Instagram, etc.). Dans certains cas, on participe activement sur les pages du syndicat pour éliminer tout propos problématique et on évite d'engager des discussions stériles avec des individus irrespectueux. Autrement dit, ne nourrissez pas les trolls! Dans d'autres, on laisse libre cours aux débats et on agit lorsque des affirmations inadmissibles sont publiées en avisant la personne en message privé qu'elle peut commenter, mais dans un langage acceptable. Si cela se poursuit, elle est bannie de l'espace virtuel. « Il faut montrer que l'on n'est pas intimidé », nous a-t-on expliqué. Certains syndicats vont aussi cibler les membres qui tiennent des propos inacceptables pour intervenir directement auprès d'eux ou d'elles afin de faire cesser de tels comportements.

## **Faire pression sur l'employeur**

Plusieurs syndicats nous ont confié avoir forcé l'employeur à prendre ses responsabilités pour assurer un milieu de travail sain et exempt de harcèlement en vertu de la Loi sur les normes du travail. Comme organisation syndicale, on peut veiller à ce qu'il adopte et mette en œuvre les meilleures politiques et pratiques en la matière. Si un gestionnaire ou un travailleur ou une travailleuse harcèle un membre de l'unité d'accréditation en tenant des propos racistes, sexistes ou autre, il faut agir. Certains représentants syndicaux vont en discuter avec l'employeur et en cas d'inaction de sa part, un grief est déposé contre ce dernier pour faire cesser ces comportements. Il est du rôle du syndicat d'intervenir rapidement dans de telles situations même si cela implique parfois de gérer des conflits entre deux personnes salariées.

**Mise en situation**

Vous êtes président, présidente, de votre section locale. Un de vos membres vient de recevoir une sanction disciplinaire de l'employeur en conformité avec la convention collective. On lui reproche d'avoir tenu des propos transphobes auprès d'un client. Il y a des témoins crédibles de l'événement, des personnes salariées de votre unité. Que faites-vous? Faites-vous un grief pour représenter cette personne parce que vous croyez que c'est votre rôle comme syndicat, même si vous pensez, voire espérez, le perdre? Ou, vous jugez que ces comportements ne peuvent être défendus d'aucune manière car ils vont à l'encontre des politiques de harcèlement et des valeurs de votre syndicat?

**En dernier recours : l'expulsion peut être envisagée**

Les syndicats disposent de leurs propres règles et façons de faire pour gérer les propos ou gestes désobligeants ou de nature discriminatoire. Mais quoi faire lorsque des personnes élues, conseillères ou déléguées militent activement pour des partis politiques de droite radicale ou d'extrême droite? Comment réagir quand un membre s'engage dans une lutte qui va à l'encontre des valeurs même de l'organisation? Ces questions touchent des cordes sensibles et les pratiques en la matière sont loin d'être uniformes d'un syndicat à l'autre.

Pour limiter l'influence des nouvelles droites, quelques organisations syndicales à travers le monde vont jusqu'à expulser des membres qui se livrent à de l'agitation politique en faveur des partis de droite radicale ou d'extrême droite. En Belgique, un syndicat effectue un dépistage à partir des listes de candidats et candidates du parti d'extrême droite (*Vlaams Belang*). Les membres qui y militent sont confrontés à un choix : se distancer du parti ou être expulsés du syndicat. À la CGT (France), il existe une procédure d'expulsion pour les syndicalistes qui se portent candidats pour des partis d'extrême droite ou agissent comme activistes de ce mouvement notamment en distribuant de la propagande. On estime à environ 40 le nombre de

personnes qui ont été exclues dans les 6-7 dernières années . Lors de nos entretiens au Québec, un représentant syndical nous a confié avoir déjà écarté des membres de fonctions officielles en raison de leurs positions incompatibles avec les valeurs et statuts de l'organisation. Nous ignorons toutefois quelle est l'ampleur de ce phénomène parmi les syndicats québécois.

Évidemment, le modèle québécois de relations de travail diffère grandement de ceux présents en Europe, particulièrement lorsque l'adhésion à un syndicat est volontaire. Il y a quelques années, la CFDT a exclu un membre qui était aussi candidat pour le Front national. L'expulsion a été validée par les tribunaux étant donné que l'adhésion syndicale implique aussi une adhésion aux valeurs de l'organisation. Au Québec, la situation est quelque peu différente alors que tous et toutes doivent payer une cotisation si une majorité de personnes salariées choisit de se syndiquer. Expulser un membre de la base sous prétexte qu'il se présente pour un parti politique de droite radicale ou d'extrême droite pourrait soulever des enjeux en matière de liberté d'expression. Toutefois, la question se pose plus sérieusement pour les personnes, élues ou conseillères, qui sont censées souscrire aux valeurs de l'organisation. Est-il logique pour un ou une syndicaliste de militer pour une formation politique qui souhaite la destruction des syndicats ou l'affaiblissement de la solidarité entre les travailleurs et les travailleuses?

#### **Pense-bête!**

Que disent les statuts et règlements de votre syndicat? Permettent-ils de suspendre ou d'expulser un membre ou de le relever de ses fonctions pour avoir tenu des propos non conformes aux valeurs de votre organisation? Votre syndicat fournit-il des balises claires pour interdire l'expression de discours racistes, sexistes, transphobes ou autres? Utilise-t-il des critères de sélection pour l'octroi de postes de responsabilité?

# Dans la société: miser sur l'action politique

## Isoler les partis politiques extrémistes

Certains partis politiques soutiennent des idéologies et des programmes qui mettent en péril la démocratie, le vivre-ensemble et l'existence même du mouvement syndical. Dans plusieurs pays d'Europe, nombreuses organisations (politiques, sociales, syndicales) ont établi un « cordon sanitaire » autour des partis d'extrême droite afin de limiter la propagation d'idées toxiques dans la société. À titre illustratif, la Confédération européenne des syndicats (CES) a adopté une règle qui interdit les contacts avec les membres d'extrême droite du Parlement européen ou d'autres pays, à moins d'une demande expresse d'un syndicat affilié. D'autres syndicats ont également adopté des lignes de conduite similaires. Après tout, comme le mentionne la CFDT, [«On ne débat pas avec l'extrême droite : on la combat!»](#)

Des partis politiques refusent également de collaborer ou de former des gouvernements de coalition avec des forces réactionnaires et antidémocratiques. Les médias, [comme en Belgique](#), réduisent la visibilité de ces idées dangereuses en limitant leur présence dans les journaux, à la télé ou à la radio. La société civile et les groupes progressistes peuvent également perturber les rencontres et les événements des nouvelles droites et ainsi les empêcher de fonctionner correctement. Cependant, avec la normalisation des idées de droite radicale et d'extrême droite, le cordon sanitaire s'est fragilisé dans plusieurs pays.

L'approche du cordon sanitaire semble plus que pertinente, mais elle n'est pas sans soulever d'importantes questions. Les débats sur l'action politique dans la centrale ont surtout porté sur son autonomie vis-à-vis



les partis ainsi que sur les critères d'un éventuel appui lors d'une élection . Et même lorsque les valeurs de certaines formations politiques étaient éloignées de celles de la FTQ, la centrale a toujours maintenu un dialogue. Elle a généralement privilégié la pratique de la concertation à celle de la chaise vide. Mais que faire lorsque des partis politiques basent leur programme sur la haine et le mépris de la démocratie? Si ceux-ci menacent l'existence même des syndicats? Est-ce que la FTQ devrait couper les ponts avec de telles organisations? Il pourrait s'agir d'une avenue à emprunter. Préserver le dialogue avec des formations politiques radicales ou extrêmes pourrait générer des tensions à l'intérieur du mouvement syndical. Ce fut le cas aux États-Unis [lorsque le président d'un grand syndicat a rencontré Donald Trump](#), et ce, malgré les comportements antidémocratiques et anti-travailleurs de l'ex-président. Si un parti issu des nouvelles droites est élu, est-ce que la FTQ maintiendra sa participation dans les organismes créés par l'État? Il y a lieu de se préparer à de telles éventualités.

#### Question

Est-ce que la FTQ et ses syndicats affiliés devraient maintenir le dialogue avec toutes les formations politiques? Par exemple, il est connu que le chef du Parti conservateur du Québec, Éric Duhaime, a des positions farouchement antisyndicales. Faut-il développer et garder des contacts avec ce parti? Quels sont les risques de le faire ou de ne pas le faire?

En France, la CFDT a un slogan : [ni neutre, ni partisan!](#) Ce qui signifie qu'elle participe au débat politique, sans faire de partisanerie. Les statuts de la CFDT indiquent aussi qu'une personne ne peut cumuler à la fois des responsabilités syndicales et politiques. Elle a également choisi de ne pas communiquer avec les partis d'extrême droite ni de leur transmettre son programme ou demandes de crainte qu'ils les détournent à leur propre fin.

## Confronter l'extrême droite sur le terrain

Pour combattre les nouvelles droites, la FTQ doit se montrer, manifester et agir ! Ces groupes sont de plus en plus présents sur le terrain, comme en témoignent les nombreuses démonstrations contre les droits des personnes trans, les [drag queens](#) ou l'[avortement](#). Les syndicats peuvent afficher leur désapprobation en participant à des contre-manifestations. Dans plusieurs pays où les organisations d'extrême droite sont mieux structurées qu'au Québec, il n'est pas rare qu'elles aient pignon sur rue. C'est pourquoi la société civile et les syndicats se mobilisent [pour fermer de tels locaux](#) qui répandent la haine.

Des actions sont également entreprises pour contrecarrer la tenue de rassemblements ou d'[événements](#) associés à l'extrême droite, par exemple en contactant les propriétaires de salles ou de bars. Dans d'autres cas, des manifestantes et des manifestants réussissent à faire [annuler des spectacles](#). Parfois, ce sont les travailleurs et les travailleuses du secteur de l'hôtellerie et de la restauration qui sonnent l'alarme [empêchant ainsi les extrémistes de se réunir](#).

Les entretiens avec d'autres syndicats à l'international soulignent également l'importance pour les organisations syndicales de s'impliquer dans des associations et groupes à l'échelle locale pour limiter l'influence des droites radicales et extrêmes. En effet, lorsque celles-ci sont bien implantées, ses représentants et représentantes s'engagent dans les villes et les villages pour être en contact direct avec les citoyens et les citoyennes. Les forces progressistes doivent donc prendre leur place partout sur le territoire pour éviter de laisser le champ libre aux nouvelles droites.

## Nouer des alliances

Chez les nouvelles droites du monde entier, les idées circulent et les pratiques sont partagées dans le but de faire avancer un agenda commun. Pour combattre cette internationale réactionnaire, la FTQ et ses affiliés devront faire de même et nouer des alliances avec les autres organisations syndicales et groupes progressistes.

Dans chaque pays, il existe des mouvements antifascistes qui confrontent les forces d'extrême droite. Plusieurs de leurs membres font partie des syndicats et y militent, [ce qui semble être également le cas au Québec](#). En France, le groupe [Vigilance et initiatives syndicales antifascistes](#) (VISA) a été mis sur pied en 1996 par plusieurs organisations syndicales. Ce regroupement produit des analyses et des argumentaires, planifie des manifestations, offre des formations, entre autres. Au Québec, on ne trouve pas un tel équivalent. Cependant, plusieurs collectifs antifascistes autonomes existent à plusieurs endroits, par exemple à [Montréal](#) et à [Québec](#). Ainsi, les syndicats locaux et les conseils régionaux pourraient envisager de tisser des liens de solidarité avec des groupes qui luttent également contre le programme politique des nouvelles droites.

À l'échelle internationale, les syndicats européens ont élaboré des stratégies communes au sein de la [Confédération européenne des syndicats](#). Le [Réseau international des syndicats antifascistes](#) a également été mis sur pied au début de 2023. Celui-ci a publié un manifeste qui dénonce sans ambiguïté les mouvements néo-fascistes et d'extrême droite. Pour défendre ses membres des prochaines menaces, la FTQ pourrait maintenir les contacts avec les autres organisations syndicales afin de partager les meilleures pratiques et mieux comprendre les approches des nouvelles droites.